

MAGAZINE D'ANALYSES ET DE RÉFLEXIONS DE LA DIPLOMATIE TOGOLAISE / A QUARTERLY MAGAZINE OF ANALYSES AND REFLECTIONS OF TOGOLESE DIPLOMACY

DIPL^{MA}MAG

N°499/23/06/14/HAAC

Janvier- Mars / January- March / N°22



LA POURSUITE DES ENGAGEMENTS PRIS

THE CONTINUATION OF COMMITMENTS MADE



BIENVENUE AU TOGO,
TERRE D'OPPORTUNITES

WELCOME TO TOGO, LAND OF OPPORTUNITIES

EDITORIAL

Par S. E. Prof. Robert DUSSEY, Ministre des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des Togolais de l'étranger

By H.E. Prof. Robert Dussey, Minister of foreign affairs, regional integration and Togolese abroad

LE CHOIX D'UNE DÉMARCHE : GARDER LE CAP CHOOSING AN APPROACH: STAYING THE COURSE



L'apparition de la pandémie à virus corona a porté un coup aux activités diplomatiques à l'instar des autres secteurs d'activités. En dépit de ce contexte sanitaire marqué de restrictions de voyages et d'interdiction de rassemblement, le Togo qui n'a jamais cessé de travailler à la sécurité et la stabilité de la sous-région a fait le choix d'enfreindre, avec raisons, les prescriptions. Loin de vouloir éluder l'importance des outils numériques, dont l'utilisation nous est imposée par le contexte sanitaire, sur l'efficacité des activités diplomatiques.

La fréquence remarquable des déplacements du chef de la diplomatie, dans sa participation à la solution des crises, trouve son explication dans une double démarche.

Tout d'abord, il est de tradition pour la diplomatie togolaise que les discussions directes demeurent le meilleur moyen de rassembler les parties au conflit. Ainsi, lorsque les parties belligérantes ou leurs représentants se rencontrent, cela constitue un geste d'une grande valeur symbolique, qui prouve une bonne volonté. Il s'ensuit que

The outbreak of the corona virus pandemic has been a blow to diplomatic activities, just like other sectors of activity. In spite of this health context marked by travel restrictions and a ban on gatherings, Togo, which has never stopped working for security and stability of the sub region has made the choice to violate, with good reason, the prescriptions. Far from the will to elude the importance of digital tools, of which use is imposed on us by the health context, on the effectiveness of diplomatic activities.

The remarkable frequency of travel of the head of diplomacy, in his participation in the solution of the crises, finds its explanation in a double approach.

First, it is a tradition for Togolese diplomacy that direct discussions remain the best way to bring together the parties to a conflict. Thus, when the warring parties or their representatives meet, it is a gesture of great symbolic value, which proves a ●●●

••• L'utilisation systématique du numérique a ses limites qui sont souvent atteintes lorsqu'il faut prendre des décisions, entamer des négociations ou mieux encore lorsque les discussions portent sur la paix ou la résolution d'une crise par exemple. La diplomatie togolaise se devait de garder ce cap.

Ensuite, c'est un choix mu par la volonté du chef de la diplomatie d'imprimer sa méthode à la solution des crises de l'heure qui risquaient de déstabiliser toute la sous-région, face à l'ambivalence et les hésitations des institutions régionales et sous-régionales. C'est également une donnée qui est symptomatique à la stratégie togolaise.

Aussi, est-il manifeste que des institutions régionales n'ont toujours pas agi de manière cohérente ou décisive lorsque les pratiques démocratiques ont été menacées. De plus, elles essaient souvent de maintenir les processus démocratiques dans certains contextes. Pire encore, leur absence dans de multiples cas récents de recul démocratique révèle une tendance croissante à la docilité.

Pour elles, à tout prix, il faut des solutions immédiates. Il faut convenir que les vicissitudes de la vie sous-régionale peuvent leur échapper.

Les solutions immédiates créent beaucoup plus souvent des difficultés par la suite, bien qu'elles doivent être considérées, surtout quand l'exigent souvent les urgences. Il est cependant temps de cesser de recoller les morceaux et de commencer à briser les cycles de violences. C'est un choix ambitieux, car difficile au regard des enjeux et des intérêts qui se frictionnent et s'entrechoquent. Cependant il faut faire des choix, même si souvent c'est aussi une renonciation ou une privation.

Comme on le voit aujourd'hui, qu'il s'agisse de la transition au Mali ou de la crise des 49 militaires ivoiriens retenus au Mali, depuis toujours, le Togo s'est engagé par des voies diplomatiques pour le retour à l'ordre constitutionnel et à une solution pacifique qui conduirait à l'entente entre les deux pays frères que sont la Côte d'Ivoire et le Mali.

Le choix du Chef de l'Etat togolais comme médiateur dans la crise ivoiro-malienne procède non seulement de sa crédibilité politique confortée par son engagement constant reconnu dans la recherche de solutions aux crises sous-régionales, mais du choix qu'il a eu à opérer in limine Maliacum discriminis lorsque l'option avait été faite de sanctionner, par exemple le Mali suite à la crise interne.

Sans se gloser, la diplomatie togolaise peut se targuer d'avoir, ce faisant, renforcé sa crédibilité sur la scène sous-régionale et internationale. In fine, ne perdons pas non plus de vue que la médiation est un art de la sagesse, de l'expérience et d'empathie. ↘

goodwill. It follows that the systematic use of digital technology has its limits, which are often reached when decisions have to be made, when negotiations have to be or even better when the discussions are about peace or the resolution of a crisis for example. Togo's diplomacy had to keep this course.

Then, it is a choice driven by the will of the head of diplomacy to imprint his method to the solution of the crises of the hour which risked to destabilize all the sub-region, in the face of the ambivalence and hesitation of regional and sub-regional institutions. It is also a fact that is symptomatic of Togo's strategy. Also, it is clear that regional institutions have not yet acted consistently or decisively when democratic practices have been threatened. Moreover, they often try to maintain democratic processes in certain contexts. Worse, their absence in many recent cases of democratic backsliding reveals a growing tendency toward docility.

For them, at all costs, immediate solutions are needed. It must be admitted that the ups and downs of sub-regional life can escape them.

Immediate solutions are much more likely to create difficulties later on, although they must be considered, especially when the emergencies often require it. It is time, however, to stop picking up the pieces and start breaking the cycles of violence. This is an ambitious choice, because difficult in view of the stakes and interests that clash. However, choices must be made, even if they are often a renunciation or a deprivation.

As we can see today, whether it is the transition in Mali or the crisis of the 49 Ivorian soldiers held hostage in Mali, Togo has always committed itself through diplomatic channels to a return to constitutional order and to a peaceful solution that would lead to the understanding between the two brotherly countries that are Côte d'Ivoire and Mali.

The choice of the Togolese Head of State as mediator in the Ivorian-Malian crisis stems not only from his political credibility reinforced by his commitment in the search for solutions to sub-regional crises, but also of the choice he had to make in limine Maliacum discriminis when the option was made to sanction, for example, Mali following the internal crisis.

Without waffling, Togolese diplomacy can pride itself on having strengthened its credibility on the sub-regional and international scene. In fine, let us not lose sight of the fact that mediation is an art of wisdom, experience and empathy. ↘



Diplomag Numéro 22
Diplomag Number 22
 Janvier/Mars 2023
January/March 2023

Directeur de la publication / *Publicator*
 Director : M. Afo SALIFOU – Rédacteur en
 chef / *Editor in chief* : Dr. Wake YAGNINIM
 – Relecture : M. Sénamé GBENOUGA /
 M. Safiou RADJI / – Rédacteurs / *Editors*:
 Directeurs centraux et chefs missions
 diplomatiques - Point focal DIPLOMAG :
 M. Sodou ADOM - Conception graphique /
 Design production : Rosaline A. ADELAN -
 Nous écrire / *Write us*: Ministère des Affaires
 étrangères, de l'intégration régionale et des
 Togolais de l'extérieur, BP : 900 Lomé, Tél. :
 +228 22 21 36 01, maeirtgce@yahoo.fr Photo
 couverture/ *Cover pictures* : Emmanuel
 PITA / DIPLOMAG n° 499/23/06/14/HAA

SOMMAIRE

EDITORIAL

LE CHOIX D'UNE DÉMARCHE : GARDER LE CAP
 CHOOSING AN APPROACH: STAYING THE COURSE

P3

FOCUS

L'ADHESION DU TOGO AU COMMONWEALTH
 TOGO'S ACCESSION TO THE COMMONWEALTH

P6

DOSSIERS

MÉDIATION DU TOGO POUR LA LIBÉRATION DES 49 MILITAIRES
 IVOIRIENS : TRIOMPHE D'UNE SOLUTION ENDOGÈNE À UN DIFFÉREND
 INTRA-AFRICAIN

P12

TOGO'S MEDIATION FOR THE RELEASE OF 49 IVORIAN SOLDIERS:
 TRIUMPH OF AN ENDOGENOUS SOLUTION TO AN INTRA-AFRICAN
 DISPUTE

LE TOGO ET L'INSTABILITÉ EN AFRIQUE DE L'OUEST
 TOGO AND INSTABILITY IN WEST AFRICA

P16

LE 3^{ÈME} FORUM DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES ETATS DE
 L'AFRIQUE DE L'OUEST (CEDEAO) SUR L'ÉDUCATION À LA CULTURE
 DE LA PAIX À TRAVERS LE DIALOGUE INTRA ET INTERRELIGIEUX

P19

THE 3RD FORUM OF THE ECONOMIC COMMUNITY OF WEST AFRICAN
 STATES (ECOWAS) ON EDUCATION FOR THE CULTURE OF PEACE
 THROUGH INTRA- AND INTER-RELIGIOUS DIALOGUE

ACTUALITÉS

« DECENNIE (2021-2031) DES RACINES AFRICAINES ET DE LA DIASPORA
 AFRICAINE » : BILAN D'ÉTAPE DES ACTIVITÉS ET PERSPECTIVES

P24

“DECADE (2021-2031) OF AFRICAN ROOTS AND THE AFRICAN DIASPORA”:
 PROGRESS REPORT OF ACTIVITIES AND PERSPECTIVES

ELECTION DES NOUVEAUX DELEGUES PAYS DU HAUT CONSEIL DES
 TOGOLAIS DE L'EXTERIEUR ET ORGANISATION DU FORUM HCTE 2022

P29

ELECTION OF NEW COUNTRY DELEGATES OF THE HIGH COUNCIL FOR
 TOGOLESE ABROAD AND ORGANIZATION OF THE 2022 HCTE FORUM

REDUCTION DES COUTS DE TRANSFERT DES FONDOS DE LA DIASPORA
 AFRICAINE, « FORUM DE RABAT » : ANNONCE DU 9^{ÈME} CONGRES
 PANAFRICAIN PREVU A LOME EN 2024

P35

REDUCTION OF REMITTANCE COSTS OF THE AFRICAN DIASPORA
 FUNDS, «RABAT FORUM»: ANNOUNCEMENT OF THE 9TH PAN AFRICAN
 CONGRESS SCHEDULED TO TAKE PLACE IN LOME IN 2024

FOCUS



Le Roi Charles III du Royaume-Uni et le Président Faure Essozimna Gnassingbé du Togo /
King Charles III of the United Kingdom and President Faure Essozimna Gnassingbe of Togo.

L'ADHESION DU TOGO AU COMMONWEALTH

TOGO'S ACCESSION TO THE COMMONWEALTH

Par Kouakou SEDAMINO, Directeur des Organisations Internationales
By Kouakou SEDAMINO, Head of international organisation Department

Le 25 juin 2022, à l'occasion du Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement du Commonwealth tenu à Kigali au Rwanda, le Togo a été admis en tant que membre à part entière du Commonwealth.

La bonne nouvelle de l'adhésion du Togo au Commonwealth a suscité beaucoup de satisfaction non seulement au sein de la population togolaise, mais aussi dans la communauté

On June 25, 2022 during the Commonwealth Heads of State and Government Summit held in Kigali, Rwanda, Togo was admitted as a full member of the Commonwealth.

The good news of Togo's membership of the Commonwealth has aroused great satisfaction not only among Togolese population, but also in the international community, which has witnessed the

internationale, témoin privilégié des progrès continus réalisés par le pays aussi bien sur le plan politique, économique, social que diplomatique.

Cette adhésion confirme la reconnaissance internationale du renouveau diplomatique togolais induit par des réformes multidimensionnelles de fond porté par la clairvoyance et le leadership pragmatique de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, Président de la République togolaise. Elle procède, à n'en point douter, de la politique d'ouverture et de l'efficacité de la diplomatie togolaise.

L'adhésion du Togo au Commonwealth relève d'un choix diplomatique éclairé (I). Elle part de la conviction d'une vision et d'une conviction, celles de faire du Togo un pays émergent à l'horizon 2030, et partageant les valeurs, principes et priorités fondamentaux communs. Ce nouvel engagement diplomatique, qui lève tout doute sur les objectifs de développement et de positionnement du Togo dans la communauté internationale, offre de nombreuses opportunités, retombées certaines d'un choix assumé (II).

I. L'ADHÉSION AU COMMONWEALTH, UN CHOIX DIPLOMATIQUE

La manifestation de la volonté du Togo d'adhérer au Commonwealth date de 2014. Cet engagement diplomatique du chef de l'Etat a été payant, après huit (08) ans d'un processus minutieux (2014-2022), faisant du Togo le 56^e Etat membre de l'organisation.

Devenir membre du Commonwealth exige aujourd'hui de l'Etat candidat, des critères stricts définis en novembre 2007, par le sommet du Commonwealth, tenu en Ouganda.

Entre autres critères, le pays candidat doit : accepter et respecter les valeurs, principes et priorités fondamentaux du Commonwealth tels qu'énoncés dans la Déclaration des principes du Commonwealth de 1971 et contenus dans d'autres déclarations ultérieures : démontrer son engagement envers la démocratie et les processus démocratiques, y compris des élections libres et équitables et des législatures représentatives ; l'état de droit et l'indépendance du pouvoir judiciaire ; une bonne gouvernance, y compris une fonction publique bien formée et des comptes publics transparents ; et la protection des droits de l'homme, la liberté d'expression et l'égalité des chances.

Il s'agit des valeurs qui se matérialisent au fil du temps et qui sont désormais reconnues de la communauté internationale. Réagissant à l'annonce de l'adhésion du Togo, le Chef de

continuous progress made by the country on political, economic, social and diplomatic levels.

This membership confirms the international recognition of the Togolese diplomatic renewal induced by the multidimensional substance reforms carried out by the farsightedness and pragmatic leadership of His Excellency Faure Essozimna GNASSINGBE, President of the Republic of Togo. It is undoubtedly the result of the policy of openness and the effectiveness of Togo's diplomacy.

Togo's membership of the Commonwealth stems from an enlightened diplomatic choice (I). It is based on the conviction of a vision and a conviction, those of making Togo an emerging country by 2030, and sharing common fundamental values, principles and priorities. This new diplomatic commitment, which removes any doubt about Togo's development and positioning objectives in the international community, offers many opportunities, some of which are the result of an assumed choice (II).

I. MEMBERSHIP OF THE COMMONWEALTH, A DIPLOMATIC CHOICE

The manifestation of Togo's desire to join the Commonwealth dates back to 2014. This diplomatic commitment by the Head of State has paid off, after eight (08) years of a meticulous process (2014-2022), making Togo the 56th member state of the organisation.

Becoming a member of the Commonwealth today requires the candidate state to meet strict criteria defined in November 2007, by the Commonwealth summit held in Uganda.

Among other criteria, the applicant country must: accept and uphold the fundamental values, principles and priorities of the Commonwealth as set out in the 1971 Commonwealth Declaration of Principles and contained in subsequent declarations; demonstrate its commitment to democracy and democratic processes, including free and fair elections and representative legislatures; rule of law and independence of the judiciary; good governance, including a well-trained civil service and transparent public accounts; and the protection of human rights, freedom of expression and equality of opportunity.

These are values that are materialising over time and are now recognised by the international community. Reacting to the announcement of Togo's membership, the Head of State declared: «Togo's membership of this great family is an evolution that we have wished for in a perspective of strengthening cooperation between States and mixing between peoples».

FOCUS

l'Etat déclarait : « l'adhésion du Togo à cette grande famille est évolution que nous avons souhaitée dans une perspective de renforcement de la coopération entre Etats et des brassages entre les peuples ».

Quoi de plus noble ! C'est le fruit d'une détermination déclenchée depuis 2014, qui a connu une certaine dynamique marquée par des missions d'évaluation des réformes entamées et réalisées par le Gouvernement togolais dans les divers domaines politique, économique et sociale en vue de consolider sa démocratie. Plus spécifiquement, l'objectif des missions était de consulter les différentes parties prenantes à la vie socio-politique du Togo aux fins de déterminer l'impact des nouvelles réformes qu'a connues le pays sur la satisfaction des critères d'adhésion au Commonwealth des nations.

Toutefois, une impulsion importante et déterminante du processus a été l'audience que le Président de la République a accordé à la très Honorable Patricia Scotland QC, Secrétaire générale du Commonwealth, le 6 juin 2019 à Londres.

Suite à cette rencontre de haut niveau, la procédure d'adhésion a pris fin le 25 juin 2022, à l'occasion du Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement du Commonwealth tenu à Kigali au Rwanda.

Conformément à la pratique, une cérémonie officielle de montée du drapeau togolais, qui formalise l'accueil solennel du Togo au sein du Commonwealth, a eu lieu le 20 octobre 2022 à Marlborough House à Londres, siège de l'organisation.

La cérémonie de lever de drapeau a connu la présence effective de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, Président de la République Togolaise, qui, à cette occasion, a tenu à éloigner les incertitudes et à relever les avantages de notre appartenance à la grande famille du Commonwealth.

II. LES RETOMBÉES CERTAINES D'UN CHOIX DIPLOMATIQUE ASSUMÉ : LA LEVÉE DES INCERTITUDES

L'adhésion du Togo au Commonwealth ne relève pas d'une vocation tardive. Il existe un lien historique qu'il n'est plus besoin ici de ressasser. Il faut toutefois rappeler que le Togo avait été placé sous mandat français et britannique après la première guerre mondiale. Il a ainsi conservé des liens indissociables avec la Grande Bretagne et ses anciennes colonies.

Aujourd'hui, les Togolais ont su garder et entretenu des liens

What could be more noble! It is the fruit of a determination that was triggered since 2014, which has seen a certain dynamic marked by evaluation missions of reforms initiated and carried out by the Togolese Government in the various political, economic and social fields in order to consolidate its democracy. More specifically, the objective of the missions was to consult the various stakeholders in Togo's socio-political life in order to determine the impact of the new reforms that the country has undergone on meeting the criteria for membership of the Commonwealth of Nations.

However, an important and decisive impetus to the process was the audience that the President of the Republic granted to Honourable Patricia Scotland QC, Secretary General of the Commonwealth, on June 6, 2019 in London.

Following this high-level meeting, the accession process was completed on June 25, 2022, on the occasion of the Commonwealth Heads of State and Government Summit held in Kigali, Rwanda. In accordance with the practice, an official Togolese flag raising ceremony, which formalises Togo's solemn welcome into the Commonwealth, took place on October 20, 2022 at Marlborough House in London, the headquarters of the organisation.

The flag raising ceremony was attended by His Excellency Faure Essozimna GNASSINGBE, President of the Republic of Togo, who, on this occasion, was keen to dispel any uncertainties and to highlight the advantages of our membership of the great Commonwealth family.

II. THE DEFINITE OUTCOMES OF AN ASSUMED DIPLOMATIC CHOICE: THE REMOVAL OF UNCERTAINTIES

Togo's membership in the Commonwealth is not a late vocation. There is a historical link that does not need to be reiterated here. However, it should be remembered that Togo was placed under French and British mandate after the First World War. It has thus retained inseparable links with Great Britain and its former colonies.

Nowadays, the Togolese have always been able to keep and maintain historical and family links with their English-speaking brothers in present-day Ghana.

Moreover, no confusion should be made. Togo does not deny its membership of other spaces, notably the Francophonie, which would be a mistake. As the Head of State underlines: «we are

historiques et familiaux avec leurs frères anglophones du Ghana actuel.

Par ailleurs, aucune confusion ne doit être faite. Le Togo ne renie pas son appartenance à d'autres espaces, notamment la Francophonie, ce qui serait une erreur. Comme le souligne le Chef de l'Etat : « nous sommes résolus à construire des ponts, plutôt qu'à élever des barrières. C'est pour cela que, dans notre quête d'une relation renforcée entre notre pays le Togo et tous les autres membres du Commonwealth, nous ne voyons aucun obstacle dans la différence de langues ».

La relation du Togo avec ses partenaires est une relation du « et/et » et nullement du « ou/ou ». Cette relation du « et/et », paradigme du renouveau diplomatique togolais, est une opportunité non seulement diplomatique qui permet à notre pays de « décroisser » ses traditionnelles relations, mais aussi économique puisqu'un nouveau marché s'ouvre à lui.

En devenant ainsi le 56^{ème} Etat membre du Commonwealth, le Togo confirme donc son choix souverain pour une politique d'ouverture et d'intégration dont l'objectif à termes, est d'amener le pays à relever des défis majeurs notamment ceux liés à l'accélération de la transformation structurelles de son économie avec une priorité à la transformation de l'agro-industrie, l'accroissement de l'investissement privé, le renforcement du système de protection sociale, l'éducation et les infrastructures.

determined to build bridges rather than barriers. Reason why, in our quest for a strengthened relationship between our country Togo and all other members of the Commonwealth, we see no obstacle in the difference of languages».

Togo's relationship with its partners is one of « and/and » and not of « or/or ». This « and/and » relationship, the paradigm of Togo's diplomatic renewal, is not only a diplomatic opportunity that allows our country to «decompartmentalise» its traditional relations, but also an economic one, since a new market is opening up to it.

By becoming the 56th member state of the Commonwealth, Togo confirms its sovereign choice for a policy of openness and integration whose objective in the long term is to bring the country to take up major challenges, notably those related to the acceleration of the structural transformation of its economy with priority given to the transformation of the agro-industry, the increase in private investment, the strengthening of the social protection system, education and infrastructures.

Membership of the Commonwealth has advantages for Togo, which thus expands its diplomatic, political, economic and cultural network, but also for its citizens.

First of all, Togo's membership in the Commonwealth allows it to strengthen and multiply its strategic partnerships with more



Réunion des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth 2023 / Commonwealth Foreign Ministers Meeting 2023

FOCUS



Commonwealth : Photo de famille à l'issue de la levée du drapeau togolais / Commonwealth: Family photo after the raising of the Togolese flag

L'appartenance au Commonwealth présente des avantages pour le Togo qui agrandit ainsi son réseau diplomatique, politique, économique et culturel mais aussi pour ses citoyens.

D'abord, l'appartenance du Togo au Commonwealth lui permet de renforcer et multiplier davantage ses partenariats stratégiques avec plus d'une cinquantaine de nouveaux pays, et de se rapprocher plus du monde anglophone qui conserve une avancée certaine dans nombre de domaines, notamment la science, la technologie et l'innovation.

Aujourd'hui, dans le contexte du Brexit, le Togo reconfigure ses relations avec la couronne britannique en dehors de l'union européenne dont les procédures et les mécanismes de coopération avec l'Afrique sont souvent limités par la lourdeur administrative. C'est également l'occasion pour le Togo de côtoyer la vision et la perception britanniques de la politique internationale, une autre culture forcément enrichissante des enjeux internationaux.

Sur les plans économique, financier et commercial, la présence du Togo au sein du Commonwealth lui ouvre sans nul doute le vaste marché de plus de 2,5 milliards de consommateurs pour les exportations de ses divers produits. Les hommes d'affaires togolais tireront un réel profit des nouveaux canaux d'échanges, puisqu'il y aura encore plus de facilités de visa et donc d'affaires.

Par ailleurs, le fonds du Commonwealth pour la coopération

than fifty new countries, and to get closer to the English-speaking world, which has a definite lead in a number of fields, notably science, technology and innovation.

Today, in the context of Brexit, Togo is reconfiguring its relations with the British crown outside the European Union, whose procedures and mechanisms for cooperation with Africa are often limited by red tape. It is also an opportunity for Togo to rub shoulders with the British vision and perception of international politics, another culture that is bound to enrich international issues.

On the economic, financial and commercial levels, Togo's presence within the Commonwealth undoubtedly opens up the vast market of more than 2.5 billion consumers for the export of its various products. Togolese businessmen will really benefit from the new channels of exchange, since there will be even more visa facilities and therefore business.

In addition, the Commonwealth Fund for Economic Cooperation, which is designed to support the growth of its member states, is opening up to Togo. Thus, as part of the implementation of projects and the realization of key reforms of the government roadmap 2020-2025, the Togolese government could count on the Commonwealth Fund for Technical Cooperation (CFTC) and the Association of Commonwealth Countries.

économique destiné à soutenir la croissance de ses Etats membres s'ouvre au Togo. Ainsi, dans le cadre de la mise en œuvre des projets et de la réalisation des réformes phares de la feuille de route gouvernementale 2020-2025, le gouvernement togolais pourrait compter sur le fonds pour la coopération technique du Commonwealth (CFTC) ainsi que de l'Association des pays du Commonwealth.

Sur le plan socioculturel, l'adhésion au Commonwealth est l'occasion d'un brassage culturel nouveau pour les Togolais. Un éventail de possibilités nouvelles qui s'offrent aux Togolais en termes de voyage, d'étude et de travail.

En effet, l'effacement progressif des frontières nationales impose d'autres critères d'appartenance identitaire : ainsi, la langue devient la nouvelle géographie. Défendre le patrimoine linguistique et culturel, et l'enrichir, pour le transmettre aux générations suivantes, est un enjeu essentiel.

Les Togolais ont un grand engouement pour la langue anglaise qui leur ouvrira à coup sûr plus d'opportunités en termes d'emplois, notamment au sein des organisations internationales.

L'enseignement de l'anglais sera donc poursuivi et renforcé dans les écoles, au côté bien sûr d'autres langues déjà enseignées pour permettre aux jeunes togolais d'être parfaitement polyglottes afin de faire efficacement face aux défis futurs. A terme, ce serait un atout supplémentaire pour augmenter les chances d'accès des Togolais au sein de la fonction publique internationale, où souvent, la langue constitue un obstacle pour beaucoup de candidats aux postes internationaux.

L'appartenance du Togo au Commonwealth est à la fois un succès et un challenge. C'est un engagement renouvelé à maintenir le cap des réformes structurelles à fort impact socio-économique.

La dynamique et la ferveur des différentes parties prenantes à la vie socio-politique du Togo consultées lors des missions d'évaluation du secrétariat général du Commonwealth ont reconnu le besoin pour le Togo d'être membre à part entière de cette importante famille. Les efforts doivent être maintenus pour préserver cette lecture intelligente et commune de l'évolution du Togo par les différents acteurs.

L'entrée du Togo dans le Commonwealth doit pouvoir lui permet de poursuivre inlassablement sa recherche du meilleur et du bien-être pour sa population avec la contribution de ses partenaires multiformes. ↘

On the socio-cultural level, membership of the Commonwealth is an opportunity for a new cultural mix for Togolese. A range of new possibilities are offered to Togolese in terms of travel, study and work.

Indeed, the gradual erasure of national borders imposes other criteria of identity belonging: thus, language becomes the new geography. Defending linguistic and cultural heritage and enriching it in order to pass it on to future generations is an essential issue.

Togolese have a great passion for the English language, which will undoubtedly open up more opportunities for them in terms of employment, particularly within international organisations.

Teaching English will therefore be continued and reinforced in schools, alongside other languages already taught, to enable young Togolese to be perfectly polyglot in order to effectively face future challenges. In the long run, this would be an additional asset to increase the chances of Togolese to access international civil service, where language is often an obstacle for many candidates for international positions.

Togo's membership of the Commonwealth is both a success and a challenge. It is a renewed commitment to maintain the course of structural reforms with a strong socio-economic impact.

The dynamics and fervour of the various stakeholders in Togo's socio-political life consulted during the evaluation missions of the Commonwealth Secretariat General have recognised the need for Togo to be a full member of this important family. Efforts must be maintained to preserve this intelligent and common reading of Togo's evolution by the different actors.

Togo's entry into the Commonwealth should enable it to pursue tirelessly its search for the best and well-being for its population with the contribution of its multiform partners. ↘



**HAPPY COMMONWEALTH DAY!
FROM TOGO**



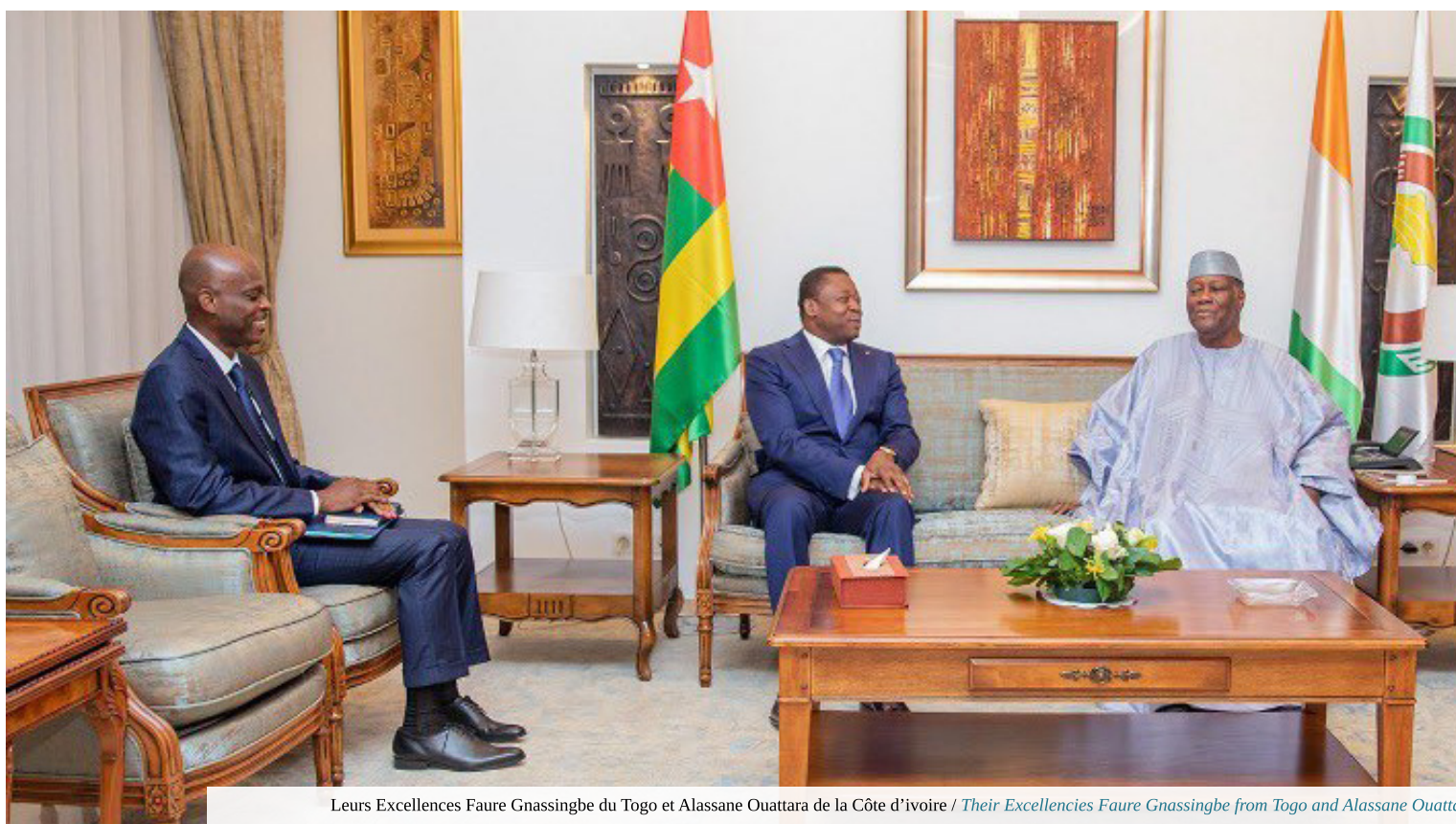
'Forging a sustainable and peaceful common future'.

DOSSIER

MÉDIATION DU TOGO POUR LA LIBÉRATION DES 49 MILITAIRES IVOIRIENS : TRIOMPHE D'UNE SOLUTION ENDOGÈNE À UN DIFFÉREND INTRA-AFRICAIN

TOGO'S MEDIATION FOR THE RELEASE OF 49 IVORIAN SOLDIERS: TRIUMPH OF AN ENDOGENOUS SOLUTION TO AN INTRA-AFRICAN DISPUTE

*Par Monsieur Mani Kondi, Directeur des affaires politiques
By Monsieur Mani Kondi, Director of Political Affairs*



Leurs Excellences Faure Gnassingbe du Togo et Alassane Ouattara de la Côte d'Ivoire / Their Excellencies Faure Gnassingbe from Togo and Alassane Ouattara

Le contentieux relatif à l'arrivée et à l'interpellation, le 10 juillet 2022, des quarante-neuf (49) soldats ivoiriens à l'aéroport international Président Modibo kéita-Senou de Bamako a connu un dénouement heureux suite à la grâce présidentielle accordée par S.E. Colonel Assimi GOÏTA, Chef de l'Etat et Président de la Transition, le 06 janvier 2023.

Ce différend diplomatico-politique a permis au Togo, jadis « Suisse d'Afrique », d'exporter sa vision positive de la paix par le biais d'une diplomatie proactive impulsée par le Chef de l'Etat, S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE, Président de la République Togolaise.

Le choix du Togo comme médiateur par les deux protagonistes de cette crise se justifie non seulement par son approche mesurée, réaliste, équilibrée et constructive sur le processus de transition en cours au Mali mais également par la disponibilité de notre pays à affirmer un leadership sous régional sur les questions de maintien de la paix, de la sécurité et de promotion des relations de bon voisinage. Ce réalisme des acteurs couplé à la volonté politique de préserver les relations séculaires entre les peuples frères, a essentiellement contribué au dénouement heureux de cette crise.



ara from Ivory Coast

The dispute relating to the arrival and arrest, on July 10, 2022, of forty-nine (49) Ivorian soldiers at the President Modibo Keita-Senou International Airport in Bamako was resolved following the presidential pardon granted by H.E. Colonel Assimi GOÏTA, Head of State and President of the Transition, on January 6, 2023.

This diplomatic-political dispute has allowed Togo, once a small «Switzerland of Africa», to export its positive vision of peace through a proactive diplomacy driven by the Head of State, H.E. Faure Essozimna GNASSINGBE, President of the Republic of Togo.

The choice of Togo as mediator by the two protagonists in this crisis is justified not only by its measured, realistic, balanced and constructive approach to the ongoing transition process in Mali, but also by our country's readiness to assert sub-regional leadership on issues of peacekeeping, security and promotion of good neighbourly relations. This realism form the actors, coupled with the political will to preserve the age-old relations between the brotherly peoples, essentially contributed to the successful outcome of this crisis.

A- TOGO'S INVOLVEMENT IN THE CASE OF THE FORTY-NINE (49) IVORIAN SOLDIERS

Since the crisis arose, Togo has worked for several months to maintain diplomatic links between the Malian and Ivorian capitals in order to favour negotiations for a peaceful settlement. Togolese diplomacy has rightly carried out numerous missions that have led to developments in this matter by bringing the positions of the two parties closer together. Negotiation initiatives favouring concerted solutions, peace and understanding initially made it possible to obtain, on a humanitarian basis, the release of the three female soldiers on September 3, 2022.

In this case management, several personalities and state actors, sub-regional, regional and international organisations were involved and took various initiatives.

But, obviously, among all these interventions, the decisive role played by Togolese diplomacy has refocused our country on the sub-regional scene as a key player with a strong political and diplomatic influence.

The dexterity and agility of a diplomacy that was able to bring all its weight to bear to lead, on December 22, 2022, to the signing of a memorandum of understanding relating to the promotion of peace and the strengthening of relations of brotherhood, friendship and good neighbourliness between the Republic of Mali and the Republic of Côte d'Ivoire.

DOSSIER

A- IMPLICATION DU TOGO DANS L'AFFAIRE DES QUARANTE-NEUF (49) SOLDATS IVOIRIENS

Depuis la survenance de cette crise, le Togo a œuvré pendant plusieurs mois au maintien de passerelles diplomatiques entre les capitales malienne et ivoirienne en vue de privilégier les négociations pour un règlement pacifique. C'est donc à juste titre que la diplomatie togolaise a mené de nombreuses missions qui ont permis d'avoir des évolutions dans ce dossier en rapprochant les positions des deux parties prenantes. Les initiatives de négociation privilégiant les solutions concertées, la paix et l'entente ont permis dans un premier temps d'obtenir, à titre humanitaire, la libération des (03) trois femmes soldats le 03 septembre 2022.

Dans la gestion de ce dossier, plusieurs personnalités et acteurs étatiques, organisations sous régionales, régionales et internationales se sont impliqués et ont pris diverses initiatives. Mais, de toute évidence, parmi toutes ces interventions, le rôle combien déterminant joué par la diplomatie togolaise a recentré notre pays sur la scène sous régionale comme acteur incontournable doté d'une forte influence politique et diplomatique.

Dextérité et agilité d'une diplomatie qui a su peser de tout son poids pour conduire, le 22 décembre 2022, à la signature d'un mémorandum d'entente relatif à la promotion de la paix et au renforcement des relations de fraternité, d'amitié et de bon voisinage entre la République du Mali et la République de Côte d'Ivoire.

La médiation togolaise qui a contribué à l'atteinte de ces résultats satisfaisants repose sur deux piliers essentiels à savoir : une vision et une conviction.

Vision, d'autant plus que guidé par les idéaux de paix et de sécurité, le Togo a su perpétuer sa longue tradition diplomatique de médiation, d'incitation au dialogue, à la tolérance et à la compréhension mutuelle.

Conviction, car l'ambition de réaliser cette paix se justifie par la nécessaire stabilité de chaque Etat, et que les valeurs du bon voisinage et de la solidarité reposent sur la noble mission de préservation de l'entente entre les peuples.

En effet, au lendemain des visites d'amitié et de travail du Président de la République togolaise à Bamako puis à Abidjan le



Le Président Faure Gnassingbe du Togo et le Col. Assimi Goïta, Président du Mali /
President Faure Gnassingbe of Togo and Col. Assimi Goïta, President of Mali

Togolese mediation which contributed to the achievement of these satisfactory results is based on two essential pillars, namely: a vision and a conviction.

Vision, especially since guided by the ideals of peace and security, Togo has been able to perpetuate its long diplomatic tradition of mediation, incitement to dialogue, tolerance and mutual understanding.

Conviction, for the ambition to achieve this peace depends on the stability of each State, and that the values of good neighbourliness and solidarity are based on the noble mission of preserving understanding between peoples.

Indeed, the day after the friendship and working visits of the President of the Republic of Togo to Bamako and then to Abidjan on January 4, 2023, a decree dated January 6, 2023 announced a presidential pardon with full remission of sentence, followed by the release of forty-six (46) soldiers on January 8, 2023. These two waves of releases clear up the dispute arising from the arrest of the forty-nine (49) Ivorian soldiers.

These recent developments in our country's international action show the relevance of the consecration of Lomé, last October, as the «capital of peace, mediation, dialogue and tolerance», as the Togolese government's constant commitment to the culture of peace and living together is part of a long diplomatic tradition.

B- THE FRUIT OF DETERMINATION

Togo is distinguished by its political sense, vanguard of a sharp diplomacy, coherent and inherent to our values by bringing African solutions to African problems, and which founds the

04 janvier 2023, est intervenue l'annonce par décret daté du 06 janvier 2023 de la grâce présidentielle avec remise totale de peine puis la libération des quarante-six (46) soldats, le 08 janvier 2023. Ces deux vagues de libération vident le contentieux né de l'arrestation des quarante-neuf (49) soldats ivoiriens.

Il ressort de ces développements récents de l'action internationale de notre pays, toute la pertinence de la consécration de Lomé, en octobre dernier, comme « capitale de la paix, de la médiation, du dialogue et de la tolérance » tant la constance de l'engagement du gouvernement togolais au service de la culture de la paix et du vivre-ensemble s'inscrit dans une longue tradition diplomatique.

B- LE FRUIT D'UNE DÉTERMINATION

Le Togo se distingue par son sens politique, avant-garde d'une diplomatie pointue, cohérente et inhérente à nos valeurs en apportant des solutions africaines à des problèmes africains, et qui fonde la constance du paradigme de « l'africanophonie ». Ce concept véhicule une particularité selon laquelle il faut comprendre l'Afrique à partir d'elle-même et non à partir des schémas d'analyse ou de lecture étrangers.

Dans la conclusion heureuse de ce différend politico-diplomatique de six (06) mois, il importe de saluer l'engagement de certains pays africains, des organisations régionales africaines et internationales ainsi que toutes les personnes de bonne volonté qui ont œuvré, en appui à la médiation togolaise. Même les deux principaux protagonistes, le Mali et la Côte d'Ivoire, qui ont tout intérêt à normaliser leurs relations, méritent aussi d'être salués autant pour le sens de responsabilité, d'écoute et de compromis de leurs dirigeants que pour les aspirations légitimes des deux peuples frères à la cohésion et au développement inclusif.

Le leadership sous-régional du Togo est aujourd'hui incontestable, qui doit maintenir son attachement aux valeurs de paix entre Etats, de cohésion entre les peuples et de stabilité de la région ouest-africaine. Les grandes avancées réalisées par sa diplomatie sont en phase avec la pertinence de la vision des plus hautes autorités toujours fidèles à la tradition de « faiseur de paix ».

La victoire, en définitive, est celle de toute l'Afrique qui s'assume au regard de cette capacité prouvée de rechercher par des moyens endogènes, des mécanismes pacifiques et diplomatiques pour résoudre les différends interétatiques.

constancy of the paradigm of «Africanophony». This concept conveys a particularity that Africa of language must be understood from within itself and not from foreign patterns of analysis or reading.

In the happy conclusion of this six-month political-diplomatic dispute, it is important to hail the commitment of certain African countries, regional, African and international organisations, as well as all the people of goodwill who worked in support of the Togolese mediation for the release of the forty-nine (49) soldiers. Even the two main protagonists, Mali and Côte d'Ivoire, who have every interest in normalising their relations, also deserve to be praised as much for the sense of responsibility, listening and compromise of their leaders as for the legitimate aspirations of the two brotherly peoples for cohesion and inclusive development.

Togo's sub-regional leadership is today indisputable, and it must maintain its commitment to the values of peace between States, cohesion between peoples and stability in the West African region. The great strides made by its diplomacy are in line with the relevance of the vision of the highest authorities, always faithful to the tradition of «peacemakers».

The victory, in the end, is that of the whole of Africa, which assumes this proven capacity to seek, by endogenous means, peaceful and diplomatic mechanisms to resolve inter-state disputes.



De la G vers la D : Les ministres Prof. Robert Dussey du Togo, M. Tene Ouattara de la Côte d'Ivoire et M. Abdoulaye Diop du Mali / from left to right : Ministers Prof. Robert Dussey from Togo, Mr. Tene Ouattara from Ivory Coast and Mr. Abdoulaye Diop from Mali



Le Président Faure Gnassingbe saluant les officiers supérieurs togolais / President Faure Gnassingbe greeting senior Togolese officers

LE TOGO ET L'INSTABILITÉ EN AFRIQUE DE L'OUEST

TOGO AND INSTABILITY IN WEST AFRICA

*Par Monsieur Mani Kondi, Directeur des affaires politiques
By Monsieur Mani Kondi, Director of Political Affairs*

Les Etats composant la CEDEAO revendiquent aujourd'hui ouvertement leur caractère ouest-africain, un espace géographique composé de 15 Etats que sont : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Cap-Vert, le Liberia, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo.

Membre à part entière de cet espace, le Togo n'est pas épargné par l'instabilité qui y règne puisque lui-même acteur et sujet des actions qui s'y mènent. Dans ce contexte délétère, le Togo a été la cible de plusieurs attaques terroristes violentes et meurtrières dans sa région septentrionale depuis 2021. C'est dire que la situation générale en matière de paix et de sécurité en Afrique de l'Ouest reste instable et préoccupante, marquée notamment

ECOWAS member states openly claim to be West African, a geographical area made up of 15 states: Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambia, Ghana, Guinea, Guinea-Bissau, Cape Verde, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Senegal, Sierra Leone and Togo.

As a full member of this area, Togo is not spared from the instability that reigns there, since it is both an actor and a subject of the actions that take place. In this deleterious context, Togo has been the target of several violent and deadly terrorist attacks in its northern region since 2021. In other words, the general peace and security situation in West Africa remains unstable and worrying, marked in particular by a high level of violence that undermines the hard-won political, democratic and economic progress. Faced with this situation, Togo has intensified its presence and involvement in this area

par un niveau élevé de violence qui sape les avancées politiques, démocratiques et économiques acquises de haute lutte. Et face à cette situation, le Togo intensifie sa présence et son implication dans cet espace au travers d'une stratégie bien cohérente fondée sur une vision et des valeurs et structurée en quatre (04) principaux axes interdépendants que sont : la coopération régionale et interrégionale au service de la paix et de la stabilité, l'exportation de la vision togolaise de la paix : la paix positive, le soutien aux processus de normalisation politique, de transition démocratique et efforts de réconciliation par la médiation, l'appui à une gouvernance responsable pour plus d'inclusion sociale et politique dans les États de la région du Sahel.

Il en résulte que sur le terrain, la diplomatie préventive dont le Togo s'est fait le porte-étendard depuis quelques années est visible tant sur le plan sécuritaire que sur le plan politique.

LES ACTIONS DU TOGO SUR LE PLAN SÉCURITAIRE

La situation dans la sous-région est exacerbée par l'intensité diffuse du terrorisme et de l'extrémisme violent qui menacent la quiétude des populations et fragilisent la stabilité des États de cet espace dont le Togo.

Au plan interne, en dépit de cet environnement régional difficile, le Togo arrive, grâce à des choix stratégiques, à préserver un climat sécuritaire stable. Face à l'intensification et à l'expansion de ces attaques terroristes naguère circonscrites dans la bande sahélo-saharienne, des opérations militaires conduites par les forces armées togolaises ont été menées. D'importants investissements ont été consentis, notamment dans le cadre de la loi de programmation militaire 2021-2025, pour mieux équiper et moderniser l'outil de défense de l'armée togolaise.

Et puisque les attaques terroristes ne sont pas circonscrites dans les frontières d'un seul État, le Togo s'investit depuis fort longtemps dans les opérations de maintien de la paix dont la plus notable en Afrique de l'ouest est la mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA) qui connaît un effectif important des casques bleus togolais aux côtés du peuple frère malien dont l'une des missions demeure la protection des civils, la réduction de la violence intercommunautaire et le rétablissement de l'autorité et de la présence de l'État ainsi que les services sociaux de base dans certaines parties du pays.

Il faut souligner que, hormis le terrorisme, la sous-région fait également face à la criminalité transnationale organisée,

through a coherent strategy based on a vision and values, structured around four (4) main interdependent axes: regional and interregional cooperation supporting peace and stability, exporting the Togolese vision of peace : positive peace, support for political normalisation processes, democratic transition and reconciliation efforts through mediation. Support for responsible governance for greater social and political inclusion in the States of the Sahel region.

As a result, on the ground, the preventive diplomacy of which Togo has been the standard-bearer for several years is visible both on the security and political levels.

TOGO'S ACTIONS ON THE SECURITY LEVEL

The situation in the sub-region is exacerbated by the widespread intensity of terrorism and violent extremism which threaten peace of the populations and weaken the stability of the states in this area, including Togo.

Internally, despite this difficult regional environment, Togo has managed, thanks to strategic choices, to preserve a stable security climate. Faced with the intensification and expansion of these terrorist attacks, which were previously limited to the Sahel-Saharan region, military operations led by the Togo armed forces have been carried out. Significant investments have been made, particularly within the framework of the 2021-2025 military programming law, to better equip and modernise the Togolese army's defence apparatus.

And since terrorist attacks are not confined to the borders of a single state, Togo has long been involved in peacekeeping operations, the most notable of which in West Africa is the United Nations Multidimensional Integrated Stabilisation Mission in Mali (MINUSMA), which has a large number of Togolese peacekeepers working alongside the brotherly Malian people, one of whose missions is to protect civilians, reduce inter-community violence and re-establish the authority and presence of the state as well as basic social services in some parts of the country.

Note should be taken that, in addition to terrorism, the sub-region is also faced with transnational organised crime, punctuated by almost daily kidnappings, trafficking in human beings and drugs, and the proliferation of small arms and light weapons.

In either case, Togo is involved within the framework of regional cooperation through the initiatives of ECOWAS, the council of understanding and more recently the Accra initiative, with the aim of ensuring a coherent response that combines the military approach with long-term interventions, in the pursuit

DOSSIER

ponctuée d'enlèvements quasi quotidiens, de trafic d'êtres humains et de stupéfiants ainsi que la prolifération des armes légères et de petit calibre.

Dans l'un ou l'autre cas, le Togo s'investit dans le cadre de la coopération régionale au travers des initiatives de la CEDEAO, du conseil de l'entente et plus récemment de l'initiative d'Accra dans le but d'assurer une réponse cohérente qui combine l'approche militaire avec des interventions à long terme, pour lutter contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée.

L'on notera également l'engagement du Togo au sein de l'Union africaine à travers le lancement à Lomé par la commission de l'édition 2022 du mois de l'amnistie qui visait à faire taire les armes à feu sur le continent en encourageant la remise et la collecte de celles-ci illégalement détenues.

LES ACTIONS DU TOGO SUR LE PLAN POLITIQUE

Sous le leadership du Chef de l'Etat, S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE, le Togo s'est résolument engagé dans le maintien, la consolidation et la recherche de la paix et de la sécurité pour une stabilité durable de la sous-région.

Dans les faits, cette région connaît d'instabilité politique consécutive à des coups d'Etat. Et prenant sa responsabilité, le Togo s'est activement impliqué sur plusieurs fronts afin d'aider les pays frères en difficulté, comme par exemple le Mali, le Burkina Faso à retrouver la voie de la normalité à travers le dialogue et la concertation. Fidèle à sa tradition de défenseur de la paix, le Togo, a inlassablement œuvré au dialogue entre les pays africains dont le dernier en date a conduit à la libération des 49 militaires ivoiriens détenus au Mali.

Dans la même optique, des activités telles que le colloque international de Lomé sur la gestion des transitions politiques et le renforcement de la résilience face aux extrémismes violents du 06 mars 2022, la 3^{ème} réunion du groupe de soutien à la transition au Mali (GST-Mali), tenue à Lomé le 06 septembre 2022 et la co-organisation de la 3^{ème} édition du forum régional sur l'éducation à la paix à travers le dialogue intra et interreligieux qui a d'ailleurs consacré Lomé « la capitale de la paix, de la médiation, du dialogue et de la tolérance » s'inscrivent dans cette dynamique d'affirmation du leadership du Togo dans la recherche d'une stabilité non seulement sécuritaire mais aussi politique.

Autant d'actions et d'initiatives menées qui prouvent à suffisance que pour le Togo, garantir la paix et la sécurité en Afrique est de la responsabilité première des Etats africains eux-mêmes. ➔

of cooperation to combat terrorism and transnational organised crime.

Togo's commitment to the African Union was also noted through the launch in Lomé by the commission of the 2022 edition of the amnesty month, which aimed to silence firearms on the continent by encouraging the surrender and collection of illegally held firearms.

TOGO'S ACTIONS AT THE POLITICAL LEVEL

Under the leadership of the Head of State, H.E. Faure Essozimna GNASSINGBE, Togo is resolutely committed to maintaining, consolidating and seeking peace and security for lasting stability in the sub-region.

In fact, this region is experiencing political instability following coups d'état. And taking its responsibility, Togo has been actively involved on several fronts in order to help sister countries in difficulty, such as Mali and Burkina Faso, to find the path to normality through dialogue and consultation. True to its tradition as a defender of peace, Togo has worked tirelessly for dialogue between African countries, the latest of which led to the release of 49 Ivorian soldiers detained in Mali.

In the same vein, activities such as the Lomé international colloquium on management of political transitions and the strengthening of resilience to violent extremism on March 6, 2022, the 3rd meeting of the support group for the transition in Mali (GST-Mali), held in Lomé on September 6, 2022 and the co-organisation of the 3rd edition of the regional forum on peace education through intra- and inter-religious dialogue, which declared Lomé «the capital of peace, mediation, dialogue and tolerance», are all part of this process of affirming Togo's leadership in the search for stability, not only in terms of security but also in terms of politics.

All these actions and initiatives are proof enough that for Togo, guaranteeing peace and security in Africa is the primary responsibility of the African States themselves. ➔



Table d'honneur de la rencontre / Head table of the meeting

LE 3^{ÈME} FORUM DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (CEDEAO) SUR L'ÉDUCATION À LA CULTURE DE LA PAIX À TRAVERS LE DIALOGUE INTRA ET INTERRELIGIEUX

THE 3RD FORUM OF THE ECONOMIC COMMUNITY OF WEST AFRICAN STATES (ECOWAS) ON EDUCATION FOR THE CULTURE OF PEACE THROUGH INTRA- AND INTER-RELIGIOUS DIALOGUE

Par Bruno Agossou K. BOCCO, Directeur des affaires juridiques et du contentieux
By Bruno Agossou K. BOCCO, Director of Legal Affairs and Litigation

La problématique de la quête de la paix et de la sécurité sur le continent a, de tout temps, été une préoccupation majeure des dirigeants africains. Conscients de l'impact de la religion sur le vivre-ensemble au sein d'une même communauté partageant le caractère laïc de ses composantes, la CEDEAO s'active à instaurer un climat de confiance et de cohésion sociale entre les peuples vivant ensemble avec des valeurs religieuses bien distinctes.

The issue of the quest for peace and security on the continent has always been a major concern of African leaders. Aware of the impact of religion on living together within the same community sharing the secular nature of its components, ECOWAS is working to establish a climate of trust and social cohesion between peoples living together with distinct religious values.

The consecration of religious freedom by most sub-regional constitutions has continued with the adherence of peoples, with

DOSSIER



Une vue des participants / a view of the participants

La consécration de la liberté religieuse par la plupart des constitutions sous-régionales s'est poursuivie par l'adhésion des peuples, avec des fortunes diverses, aux religions de leur choix. Dans ce contexte, plusieurs initiatives ont été prises en Afrique de l'Ouest pour instaurer un dialogue intra et interreligieux, facteur déterminant dans la lutte contre l'extrémisme violent et les divisions au sein d'une même communauté.

Le 3^{ème} forum de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur l'éducation à la culture de la paix à travers le dialogue intra et interreligieux, tenu du 27 au 29 octobre 2022 à la Lomé, sous le thème: « Communautés, extrémisme violent et cohésion sociale en Afrique de l'Ouest » s'inscrit dans cette perspective. Il répondait à la nécessité de renforcer les mécanismes de dialogue au sein des communautés afin de cultiver la compréhension mutuelle, l'esprit de tolérance et la coexistence pacifique entre les religions par l'éducation à la culture de la paix.

Co-organisé par le Togo et la CEDEAO dans un contexte d'insécurité ambiante du fait de la montée de l'extrémisme violent dans la sous-région, le forum fut une occasion privilégiée d'intensifier le débat sur la coexistence pacifique au sein des communautés pratiquant de religions différentes.

La Déclaration, qui en est issue, non seulement souligne l'aspiration profonde et perpétuelle du genre humain à la paix et à la quiétude, mais réitère également le droit des peuples d'Afrique à la paix de même que leurs attentes légitimes à vivre sur un continent uni, intégré, prospère et pacifique.

varying fortunes, to the religions of their choice. In this context, several initiatives have been taken in West Africa to establish intra- and inter-religious dialogue, a determining factor in the fight against violent extremism and divisions within the same community.

The 3rd forum of the Economic Community of West African States (ECOWAS) on education for the culture of peace through intra- and inter-religious dialogue, held from 27 to 29 October 2022 in Lomé, under the theme: "Communities, violent extremism and social cohesion in West Africa" falls within this perspective. It responded to the need to strengthen dialogue mechanisms within communities in order to cultivate mutual understanding, the spirit of tolerance and peaceful coexistence between religions through education in the culture of peace.

Co-organized by Togo and ECOWAS in a context of ambient insecurity due to the rise of violent extremism in the sub-region, the forum was a privileged opportunity to intensify the debate on peaceful coexistence within the communities practicing different religions.

The resulting Declaration not only underlines the deep and perpetual aspiration of humankind to peace and tranquility, but also reiterates the right of the peoples of Africa to peace as well as their legitimate expectations to live on a united, integrated, prosperous and peaceful continent.

By specifically dedicating the city of Lomé as the capital of peace, mediation, dialogue and tolerance, the Declaration recognizes the efforts made by Togo to promote peace and security. It confirms this with satisfaction, noting with relevance that the search for peace constitutes the foundation of the

En consacrant particulièrement la ville de Lomé, capitale de la paix, de la médiation, du dialogue et de la tolérance, la Déclaration reconnaît les efforts que déploie le Togo pour promouvoir la paix et de la sécurité. Elle vient le confirmer avec satisfaction, en notant avec pertinence que la recherche de la paix constitue le fondement de la politique extérieure de la République togolaise, sous le leadership du Chef de l'Etat, S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE et l'engagement de Lomé pour une Afrique forte, décomplexée, unie, prospère et pacifique est une tradition.

En effet, l'écriture de la doctrine de la paix par le Togo, s'est matérialisée par d'innombrables initiatives et actions menées en faveur de la promotion de la paix et de la sécurité sur le plan régional et international. Le Togo s'est illustré en tant que place tournante de médiations pour la paix et le dialogue entre les peuples. Ce rôle a été porté au pinacle sous la présidence du général Gnassingbé Eyadema, à travers moult initiatives sanctionnées par des résultats positifs obtenus au prix de sacrifices et de risques encourus.

Il s'agit en réalité d'une invite également adressée à la République Togolaise à toujours œuvrer afin de maintenir allumé le flambeau de l'unité au sein des communautés pour une sous-région paisible, prospère et intégrée.

Pour paraphraser S.E. Prof. Robert DUSSEY, ministre des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des Togolais de l'extérieur, « qui veut la paix, éduque à la paix » et, « Si les cœurs et les esprits ne sont pas en paix et les langues incapables de véhiculer des messages y afférents, il est impossible de l'instaurer dans nos communautés ».

Le Togo s'y attellera toujours.



Togolese Republic's foreign policy, under the leadership of the Head of State, H.E. Mr. Faure Essozimna GNASSINGBE and Lomé's commitment to a strong, uninhibited, united, prosperous and peaceful Africa is a tradition.

Indeed, the writing of the doctrine of peace by Togo has materialized through countless initiatives and actions carried out in favor of the promotion of peace and security at the regional and international level. Togo has distinguished itself as a hub of mediation for peace and dialogue between peoples. This role was brought to the pinnacle under the presidency of General Gnassingbé Eyadema, through many initiatives sanctioned by positive results obtained at the cost of sacrifices and risks incurred.

It is actually an invitation also sent to the Republic of Togo to always work to keep the torch of unity burning within the communities for a peaceful, prosperous and integrated sub-region.

To paraphrase H.E. Prof. Robert DUSSEY, Minister of Foreign Affairs, Regional Integration and Togolese Abroad, «who wants peace, educates for peace» and, «If hearts and minds are not in peace and languages are unable to convey related messages, it is impossible to establish it in our communities».

Togo will always tackle it.



Participants à la cérémonie d'ouverture / Participants at opening session

DOSSIER

DÉCLARATION “LOMÉ, CAPITALE DE LA PAIX, DE LA MÉDIATION, DU DIALOGUE ET DE LA TOLÉRANCE”

Nous, participants de la troisième édition du Forum de la CEDEAO sur l'Éducation à la Culture de la Paix à travers le Dialogue intra et interreligieux, tenue à Lomé, en République Togolaise, du 27 au 29 octobre 2022 ;

Considérant la Charte des Nations unies, notamment les dispositions relatives au maintien de la paix, de la sécurité et au règlement des différends internationaux par des mécanismes pacifiques ;

Vu les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations unies sur la paix telles que la Résolution 33/73 du 15 décembre 1978 portant Déclaration sur la préparation des sociétés à vivre dans la paix, la Résolution 39/11 portant Déclaration sur le droit des peuples à la paix adoptée le 12 novembre 1984, la Résolution A/RES/52/13 sur la Culture de la paix du 15 janvier 1998, ainsi la Résolution 53/243 sur la Déclaration et Programme d'action sur une culture de la paix du 13 septembre 1999 ;

Tenant compte de la Constitution de l'UNESCO, signée le 16 novembre 1945 à Londres, qui stipule dans son préambule que « c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix », ainsi que de la Déclaration de principes de l'institution sur la tolérance, adoptée le 16 novembre 1995 à Paris, qui souligne que « la tolérance est une vertu qui rend la paix possible et contribue à substituer une culture de la paix à la culture de la guerre » ;

Ayant à l'esprit les textes fondamentaux, protocoles et décisions de l'Union africaine sur la promotion de la paix à l'échelle continentale, plus précisément l'Acte constitutif adopté le 9 juillet 2000 à Lomé, le Protocole relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité adopté le 9 juillet 2002 à Durban, l'Agenda 2063 adopté en 2015 et la Décision sur la feuille de route principale des mesures pratiques pour faire taire les armes en Afrique ;

Considérant le Traité révisé de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest signé le 24 juillet 1993 à Cotonou et tous ses mécanismes pertinents en matière de prévention, de gestion et de résolution des conflits et de promotion de la paix, notamment le Protocole relatif au mécanisme de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité de décembre 1999 ; Rappelant la Stratégie du Togo pour le Sahel et tous les textes nationaux de promotion et de défense de la paix dans un environnement régional et interrégional caractérisé par de nouveaux défis sécuritaires dus à l'expansion de la menace terroriste ;

Soulignant l'aspiration profonde et perpétuelle du genre humain et de tous les peuples de la terre à la paix et à la quiétude ;

Réitérant le droit des peuples d'Afrique à la paix et leurs attentes légitimes à vivre sur un continent uni, intégré, prospère et pacifique ;

Réaffirmant le lien intrinsèque entre la paix et le développement durable et notre détermination collective à servir et à contribuer à faire avancer la cause de la paix dans le monde dans l'intérêt de tous ;

Convaincus que la culture de la paix peut aider à rompre avec la

logique de la guerre qui n'est pas une fatalité inscrite dans la nature humaine ;

Conscients que nous faisons aujourd'hui face à l'impérative nécessité de rallumer dans les esprits la bougie de la paix et de réactiver dans la conscience de l'humanité les germes de la paix ;

Solidement attachés à une vision holistique de la paix, à la diplomatie préventive et aux mécanismes pacifiques de règlement des différends tels que les missions de bons offices, le dialogue, la négociation, la facilitation, la médiation et la conciliation ;

Considérant que le dialogue, la médiation et la tolérance sont des vecteurs ou mécanismes efficaces de promotion de la paix ;

Notant l'importance du dialogue dans l'effort de construction de la paix, de pacification des relations humaines et de règlement des différends internationaux ;

Notant également l'indispensable rôle que joue la médiation dans le règlement des conflits dans un monde en pleine mutation, recomposition et en proie aux instabilités ;

Fermement attachés à la tolérance qui joue un rôle primordial dans le développement et la préservation des relations de fraternité, amicales, de bon voisinage et de coexistence pacifique entre les peuples au détriment des idéologies de haines, extrémistes et bellicistes ;

Notant avec satisfaction que la recherche de la paix constitue le fondement de la politique extérieure de la République Togolaise ;

Considérant l'engagement de Lomé pour une Afrique forte, décomplexée, unie, prospère et pacifique ;

Considérant l'hospitalité caractéristique de la ville de Lomé, riche de son ouverture aux différentes cultures africaines et d'ailleurs, et son positionnement historique comme lieu de négociation ayant abouti à la résolution de multiples conflits en Afrique ;

Ayant à l'esprit les grandes conférences régionales et internationales que Lomé a abritées sur la paix et les problématiques sécuritaires ;

Considérant la constance, la détermination et l'engagement proactif de Lomé pour la paix dans l'espace régional et interrégional aujourd'hui ;

Accueillant avec satisfaction la détermination de Lomé à continuer de jouer un rôle primordial au service de la paix en Afrique non seulement en offrant son cadre pacifique aux grandes conférences de paix régionales et internationales, mais également en mettant son savoir-faire au service de la paix dans la région et sur le continent ;

Déclarons Lomé “Capitale de la Paix, de la Médiation, du Dialogue et de la Tolérance”

Demandons aux Etats, aux partenaires et à l'ensemble de la communauté internationale de soutenir les efforts de Lomé dans la prévention, la résolution des conflits et la promotion de la paix sur le continent et en Afrique de l'Ouest.

Fait à Lomé, le 29 octobre 2022

DECLARATION “LOMÉ, CAPITAL OF PEACE, MEDIATION, DIALOGUE AND TOLERANCE”

We, participants of the third edition of the ECOWAS Forum on Education for the Culture of Peace through Intra and Interreligious Dialogue, held in Lomé, Republic of Togo, from 27 to 29 October 2022; Considering the Charter of the United Nations, in particular the provisions relating to the maintenance of peace, security and the settlement of international disputes by peaceful mechanisms;

Having regard to the relevant resolutions of the United Nations General Assembly on peace, such as Resolution 33/73 of 15 December 1978 on the Declaration on the preparation of societies for living in peace, Resolution 39/11 on the Declaration on the right of peoples to peace adopted on 12 November 1984, Resolution A/RES/52/13 on the Culture of Peace of 15 January 1998, as well as Resolution 53/243 on the Declaration and Program of Action on a Culture of Peace of September 13, 1999;

Taking into account the Constitution of UNESCO, signed on 16 November 1945 in London, which stipulates in its preamble that «it is in the minds of men that the defenses of peace must be constructed», as well as the Declaration of the institution's principles on tolerance, adopted on 16 November 1995 in Paris, which stresses that “tolerance is a virtue which makes peace possible and helps to substitute a culture of peace for the culture of war”;

Bearing in mind the basic texts, protocols and decisions of the African Union on the promotion of peace at the continental level, more specifically the Constitutive Act adopted on 9 July 2000 in Lomé, the Protocol relating to the establishment of the Peace and Security Council adopted on 9 July 2002 in Durban, Agenda 2063 adopted in 2015 and the Decision on the main roadmap of practical measures to silence the guns in Africa;

Considering the Revised Treaty of the Economic Community of West African States signed on July 24, 1993 in Cotonou and all its relevant mechanisms for the prevention, management and resolution of conflicts and the promotion of peace, in particular the Protocol relating to the mechanism for the prevention, management, resolution of conflicts, maintenance of peace and security of December 1999;

Recalling Togo's Strategy for the Sahel and all national texts for the promotion and defense of peace in a regional and interregional environment characterized by new security challenges due to the expansion of the terrorist threat;

Emphasizing the deep and perpetual aspiration of the human race and of all the peoples of the earth for peace and tranquillity;

Reiterating the right of the peoples of Africa to peace and their legitimate expectations to live on a united, integrated, prosperous and peaceful continent;

Reaffirming the intrinsic link between peace and sustainable development and our collective determination to serve and help advance the cause of world peace for the benefit of all;

Convinced that the culture of peace can help break with the logic of war, which is not a fatality inscribed in human nature;

Aware that today we face the imperative need to relight the candle of peace in the minds and to reactivate the seeds of peace in the consciousness of humanity;

Firmly committed to a holistic vision of peace, preventive diplomacy and peaceful dispute resolution mechanisms such as missions of good offices, dialogue, negotiation, facilitation, mediation and conciliation;

Considering that dialogue, mediation and tolerance are effective vectors or mechanisms for promoting peace;

Noting the importance of dialogue in the effort to build peace, pacify human relations and settle international disputes;

Noting also the essential role that mediation plays in the settlement of conflicts in a world in full mutation, reconstruction and plagued by instabilities;

Firmly attached to tolerance, which plays an essential role in the development and preservation of relations of brotherhood, friendship, good neighborliness and peaceful coexistence between peoples to the detriment of ideologies of hatred, extremists and warmongers;

Noting with satisfaction that the search for peace constitutes the foundation of the foreign policy of the Togolese Republic;

Considering Lomé's commitment to a strong, uninhibited, united, prosperous and peaceful Africa;

Considering the characteristic hospitality of the city of Lomé, rich in its openness to different African cultures and elsewhere, and its historical positioning as a place of negotiation that has led to the resolution of multiple conflicts in Africa;

Bearing in mind the major regional and international conferences hosted by Lomé on peace and security issues;

Considering Lomé's constancy, determination and proactive commitment to peace in the regional and interregional space today;

Welcoming with satisfaction Lomé's determination to continue to play a key role in the service of peace in Africa, not only by offering its peaceful framework to major regional and international peace conferences, but also by putting its know-how at the service of peace in the region and on the continent;

Declare Lomé “Capital of Peace, Mediation, Dialogue and Tolerance” Ask States, partners and the entire international community to support Lomé's efforts in the prevention, resolution of conflicts and the promotion of peace on the continent and in West Africa.

Issued in Lomé, October 29, 2022

ACTUALITÉS

« DECENNIE (2021-2031) DES RACINES AFRICAINES ET DE LA DIASPORA AFRICAINE » : BILAN D'ÉTAPE DES ACTIVITÉS ET PERSPECTIVES

“DECADE (2021-2031) OF AFRICAN ROOTS AND THE AFRICAN DIASPORA”: PROGRESS REPORT OF ACTIVITIES AND PERSPECTIVES



Par M. Ninsao Oubonfo LANTAME, Directeur des Togolais de l'Extérieur & M. Safiou RADJI, Coordonnateur du Guichet Diaspora
By Mr. Ninsao Oubonfo LANTAME, Director of Togolese abroad & Mr. Safiou RADJI, Coordinator of the Diaspora Window

Le Togo s'est engagé à partir de 2005 à mettre en place un cadre institutionnel et des infrastructures économiques attrayants tant pour les nationaux que pour les Togolais de l'extérieur, sous le leadership de Son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBE, Président de la République, parce que convaincu que la diaspora dispose des capacités à mêmes de participer au développement du pays. A ce titre, diverses initiatives ont été prises pour mobiliser la diaspora togolaise, longtemps hésitante, pour participer aux efforts

Togo committed itself from 2005 to establish an institutional framework and economic infrastructure attractive for both resident and non-resident Togolese nationals, under the leadership of His Excellency Faure Essozimna GNASSINGBE, President of the Republic, because convinced that the diaspora has the capacity to participate in the development of the country. As such, various initiatives have been taken to mobilize the Togolese diaspora, albeit long hesitant, to participate in the developmental efforts undertaken by the highest

ACTUALITÉS

de développement engagés par les plus hautes autorités. Les résultats de cette politique sont assez significatifs et confirment l'engagement de la diaspora à contribuer au développement économique et social du Togo.

Se basant sur les résultats probants de sa politique en faveur des Togolais de l'extérieur, le Togo a fait de la question de la diaspora africaine une grande priorité. C'est dans cet élan que le 10 février 2020, lors de la 33^{ème} session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine, il a fait un plaidoyer sur la nécessité de décréter 2020-2030 comme « Décennie (2020-2030) des Racines et des Diasporas Africaines ».

Au regard des réactions positives suscitées par ce plaidoyer, la Conférence avait recommandé que des réflexions se poursuivent

authorities. The results of the taken policies are quite significant and therefore, confirm the commitment of the diaspora to contribute to the economic and social development of Togo.

Based on the conclusive results of its policy in favour of non-resident Togolese, Togo has made the issue of the African diaspora a high priority. It was in this spirit that, on 10 February 2020, at the 33rd Ordinary Session of the Conference of Heads of State and Government of the African Union, it made a plea on the need to decree 2020-2030 as «Decade (2020-2030) of African Roots and Diasporas».

In view of the positive reactions generated by this plea, the Conference recommended that further reflection be undertaken



et que le Togo prépare les documents appropriés pour les besoins des sessions à venir. C'est ainsi que lors du 34^{ème} Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement des 6 et 7 février 2021, la décennie 2021-2031 a été décrétée « Décennie des Racines Africaines et de la Diaspora Africaine ».

De manière spécifique, cette décision « demande au Togo, en collaboration avec la Commission, de mettre en place un Haut Comité chargé de l'Agenda 2021-2031, Décennie des racines africaines et de la Diaspora africaine et soumettre le projet de composition et de mandat du Comité pour approbation par les organes de décision, par l'intermédiaire du COREP ».

and that Togo prepare the appropriate documents for the needs of the upcoming sessions. Thus, at the 34th Summit of Heads of State and Government of 6 and 7 February 2021, the 2021-2031 decade was declared the “Decade of African Roots and the African Diaspora”.

Specifically, this decision «requests Togo, in collaboration with the Commission, to set up a High Committee in charge of the Agenda 2021-2031, Decade of African Roots and the Diaspora and submit the draft composition and mandate of the Committee for approval by the decision-making bodies, through the COREP”.

ACTUALITÉS

Dénommée « cadre de Lomé », cette initiative offre une opportunité de mener des réflexions nécessaires à la mise en place d'une véritable politique et des stratégies visant à mobiliser les diasporas et les communautés de racines africaines ainsi que d'un plan d'actions concrètes devant permettre de faciliter le retour et l'implication plus active des diasporas et des Afrodescendants dans les processus de développement du continent.

Conformément à la décision de l'Union Africaine et pour parvenir à la mise en place de ce comité, Professeur Robert DUSSEY, ministre togolais des affaires étrangères a procédé à plusieurs réunions et consultations avec ses pairs d'Afrique.

Au total, quatre (04) réunions ministérielles virtuelles ont été organisées successivement le 10 juin 2021 pour la mise en place du haut comité chargé de l'agenda de la décennie, les 13 septembre 2021, 13 décembre 2021 et 09 mai 2022 pour des concertations ministérielles.

Ainsi, la première réunion a été l'occasion pour le Professeur DUSSEY de présenter aux 15 pays proposés pour être membres du haut comité, la vision et l'ambition qui sous-tendent l'initiative de la décennie des racines africaines et de la diaspora africaine. Elle a également permis d'examiner les propositions portant sur les missions et la composition provisoire dudit comité.

La première réunion ministérielle de concertation a permis de discuter des principaux projets à inscrire à l'agenda et des mécanismes de financement des différentes activités de la décennie. Les participants à cette réunion ont convenu des actions à mener à court et à moyen terme afin de rendre le processus beaucoup plus inclusif avec l'implication des communautés afrodescendantes des Amériques, du Pacifique, des Antilles et des Caraïbes.

En ce qui concerne la deuxième réunion ministérielle, il faut faire observer qu'elle a été consacrée aux discussions sur les projets portés par les pays notamment le projet sur la déduction des coûts des transferts de fonds de la diaspora, le projet de cartographie des compétences africaines dans le monde, le projet de création de la plateforme e-business pour promouvoir les « success stories » des investissements de la diaspora sur le continent, le projet de Musée des mémoires africains à Aného au Togo et le projet de forum économique des diasporas africaines.

La troisième réunion ministérielle a examiné la procédure d'approbation de la composition et des missions du haut comité en charge de l'agenda de la décennie ainsi qu'à la présentation des projets soumis par les pays notamment, le forum d'affaires sur la mise à profit de la technologie financière dans le cadre

Known as the "Lomé Framework", this initiative offers an opportunity to conduct the necessary reflections for the implementation of a real policy and strategies to mobilize Diasporas and communities of African roots as well as designing plan of concrete actions to facilitate the return and more active involvement of Diasporas and Afro-descendants in the continent's development processes.

In accordance with the decision of the African Union and in order to achieve the establishment of this committee, Professor Robert DUSSEY, Togolese Minister of Foreign Affairs, held several meetings and consultations with his African peers.

In total, four (04) virtual ministerial meetings were held successively on June 10, 2021 for the establishment of the high-level committee responsible for the agenda of the decade, on September 13, 2021, December 13, 2021 and May 09, 2022 for ministerial consultations.

Thus, the first meeting was an opportunity for Professor DUSSEY to present to the 15 countries proposed to be members of the High Committee, the vision and ambition behind the initiative of the Decade of African Roots and the Diaspora. It also made it possible to examine the proposals relating to the missions and the provisional composition of the said committee.

The first ministerial consultation meeting was an opportunity to discuss the main projects to be put on the agenda and the financing mechanisms for the various activities of the decade. Participants at this meeting agreed on actions to be taken in the short and medium term to make the process much more inclusive with the involvement of Afro-descendant communities in the Americas, Pacific, and the Caribbean.

With regard to the second ministerial meeting, it should be noted that it was devoted to discussions on projects supported by some countries, in particular the project on the reduction of costs of remittances from the diaspora, the skill mapping project of Africans around the world, the project to create the e-business platform to promote the success stories of diaspora investments on the continent, the African Memory Museum project in Aného, Togo and the African diasporas economic forum project.

The third ministerial meeting examined the procedure for approving the composition and tasks of the High Committee in charge of the agenda of the decade and the presentation of projects submitted by countries in particular, the Business Forum on Leveraging Fintech in the Context of Achieving the Sustainable

ACTUALITÉS

de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) porté par le Royaume du Maroc, le forum de la diaspora africaine prévu à Malabo au premier semestre de l'année 2023 porté par la République de Guinée Equatoriale, le projet d'organisation d'une réunion ministérielle de suivi-évaluation du plan d'action de Johannesburg par le Togo et la direction des citoyens et des organisations de la diaspora (CIDO).

Il faut également signaler la réunion d'information et d'échanges avec les faitières et les regroupements des associations des diasporas africaines et des communautés afro descendantes. Cette rencontre, tenue virtuellement le 02 novembre 2021, avait pour objectif de recueillir les préoccupations et propositions des principaux groupes représentatifs des africains de l'extérieur et des communautés afro descendantes. Des propositions formulées, on note :

- la nécessité d'une implication des afrodescendants des Amériques, des Caraïbes et du Pacifique caribéens dans les questions de la diaspora africaine ;
- l'organisation des rencontres annuelles de la diaspora dans 10 capitales africaines au cours de la décennie ;
- la promotion des cadres de coopération, de réseautage et de partenariat de la diaspora africaine ;
- la focalisation sur les thématiques économiques au cours de la décennie de la diaspora africaine pour un impact direct sur le développement du continent et ;
- l'invitation adressée au Togo pour l'organisation de la semaine de la diaspora et des afrodescendants.

En plus des réunions ministérielles virtuelles et d'échanges avec les regroupements des associations des diasporas africaines et afro descendantes, le Professeur Robert DUSSEY, a eu également des séances de travail avec la CIDO à Addis-Abeba au mois d'octobre 2021. L'objectif de cette rencontre était de parvenir à convaincre la CIDO à inscrire les activités de la décennie aux initiatives de la commission de l'UA.

Aux termes de ces différentes rencontres et consultations, 15 pays ont été retenus pour assurer les responsabilités du Haut Comité chargé de l'agenda 2021-2023 de la décennie des racines africaines et de la diaspora africaine. Il s'agit de la Guinée Equatoriale, du Cameroun et la République du Congo pour l'Afrique Centrale ; le Togo, le Ghana, la Gambie et le Sénégal pour l'Afrique de l'Ouest ; l'Algérie, le Maroc et la Tunisie pour l'Afrique du Nord ; la Tanzanie et l'Ethiopie pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique du Sud, l'Angola et la Namibie pour l'Afrique Australe.

Dans le cadre de cette décennie, le ministre des affaires étrangères,

Development Goals (SDGs) led by the Kingdom of Morocco, the African Diaspora Forum to be held in Malabo in the first half of 2023, led by the Republic of Equatorial Guinea, the project to organize a ministerial meeting for monitoring and evaluation of the Johannesburg action plan by Togo and the Directorate of Citizens and Diaspora Organizations (CIDO).

It is also worth mentioning the information and exchange meeting with umbrella organizations and groups of associations of African Diasporas and Afro-descendant communities. This meeting, held virtually on November 2, 2021, aimed to gather the concerns and proposals from the main groups representing Africans living abroad and Afro-descendant communities. The proposals made include:

- *The need for the involvement of Afro-descendants of the Americas, the Caribbean and the Pacific Caribbean, in African diaspora issues;*
- *The organization of annual meetings of the diaspora in 10 African capitals during the decade;*
- *The promotion of cooperation, networking and partnership frameworks of the African diaspora;*
- *The focus on economic issues during the decade of the African diaspora for a direct impact on the development of the continent and;*
- *The invitation addressed to Togo for the organization of the week of the diaspora and afro-descendants.*

In addition to virtual ministerial meetings and exchanges with associations of African and Afro-descendant Diasporas, His Excellency Professor Robert DUSSEY also held working sessions with the CIDO in Addis Ababa in October 2021. The objective of this meeting was to convince the CIDO to include the activities of the decade in the initiatives of the AU commission.

At the end of these meetings and consultations, 15 countries were selected to assume the responsibilities of the High Committee for the 2021-2031 Agenda of the Decade of African Roots and the African Diaspora. These are Equatorial Guinea, Cameroon and the Republic of Congo for Central Africa; Togo, Ghana, Gambia and Senegal for West Africa; Algeria, Morocco and Tunisia for North Africa; Tanzania and Ethiopia for East Africa and South Africa, Angola and Namibia for Southern Africa.

As part of this decade, the Minister of Foreign Affairs, African Integration and Togolese Abroad, H.E. Prof. Robert DUSSEY, co-organized with his Moroccan counterpart BOURITA Nasser,

ACTUALITÉS

de l'intégration africaine et des Togolais de l'extérieur, S.E. Prof. Robert DUSSEY a coorganisé avec son homologue marocain BOURITA Nasser, de la coopération africaine et les Marocains résidant à l'étranger, le forum sur la réduction des frais de transferts de fonds de la diaspora africaine, tenu au Maroc, le 12 janvier 2023. Cette rencontre a été l'occasion de souligner l'apport des transferts des fonds de la diaspora au développement du continent africain (des transferts estimés à près de 100 Milliards USD) et de réfléchir sur les voies et moyens devant permettre de réduire de façon significative des frais de ces transferts. Les conclusions de cet important forum doivent être endossées par les différentes instances de l'Union africaine afin de rendre effective cette initiative.

Plusieurs autres initiatives sont prévues dans le cadre de l'agenda de la décennie des racines africaines et de la diaspora africaine. Il s'agit, entre autres, de :

- l'organisation prochaine d'un forum économique de la diaspora et des afro-descendants qui réunira toutes les diasporas africaines et ainsi que les afro-descendants ;
- la création d'un musée dédié aux mémoires africaines à Aného au Togo qui permettra de développer une dimension culturelle et identitaire des Africains au regard de l'histoire qui est la leur depuis des siècles ;
- l'organisation du forum des descendants africains en Guinée Equatoriale ;
- le 9^{ème} congrès panafricain à Lomé autour du thème : « renouveau du panafricanisme et place de l'Afrique dans la réforme des institutions : remobiliser les ressources et se réinventer pour agir ».

La mise en œuvre de toutes ces initiatives passe par une implication de tous les acteurs, à savoir la Commission de l'Union africaine, les Etats membres et les partenaires au développement.

La Décision de la 36^{ème} Session ordinaire de La Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de l'Union Africaine des 18 et 19 février 2023, ayant consacré la composition et les mandats du Haut Comité chargé de l'agenda 2021-2031 « Décennie des Racines Africaines et de la diaspora africaine », est un signal fort visant à installer la Décennie dans le paysage institutionnel continental et à accélérer la réalisation des projets phares de cet ambitieux programme de mobilisation de la diaspora et des afro-descendants au service du développement de l'Afrique.



Minister of Foreign Affairs, African Cooperation and Moroccans Living Abroad, the Forum on Reducing Remittance Costs of the African Diaspora, held in Morocco on 12 January 2023. This meeting was an opportunity to highlight the contribution of remittances from the diaspora to the development of the African continent (remittances estimated at nearly 100 Billion USD) and to reflect on ways and means to significantly reduce the costs of these transfers. The various bodies of the African Union must endorse the conclusions of this important forum in order to make this initiative effective.

Several other initiatives are planned as part of the agenda for the Decade of African Roots and the Diaspora. These include, among others:

- *The forthcoming organization of an economic forum of the diaspora and afro-descendants that will bring together all African Diasporas and afro-descendants;*
- *The creation of a museum dedicated to African memories in Aného, Togo, which will develop a cultural dimension and identity of Africans with regard to the history which has been theirs for centuries;*
- *The organization of the African Descendants Forum in Equatorial Guinea;*
- *The 9th Pan-African Congress in Lomé on the theme: «renewal of Pan-Africanism and Africa's place in institutional reform: remobilizing resources and reinventing oneself to act».*

The implementation of all these initiatives requires the involvement of all stakeholders, namely the African Union Commission, Member States and development partners.

The Decision of the 36th Ordinary Session of the Conference of Heads of State and Government of the African Union held on 18th and 19th February 2023, having endorsed the composition and mandates of the High Committee on the 2021-2031 Agenda «Decade of African Roots and the Diaspora» constituted a strong signal aimed at establishing the Decade within the continental institutional landscape and to accelerate the implementation of the flagship projects of this ambitious programme of mobilization of the diaspora and afro-descendants in the service of the development of Africa.





Photo de famille avec les délégués pays du HCTE / family photo with country delegates

ELECTION DES NOUVEAUX DELEGUES PAYS DU HAUT CONSEIL DES TOGOLAIS DE L'EXTERIEUR ET ORGANISATION DU FORUM HCTE 2022

ELECTION OF NEW COUNTRY DELEGATES OF THE HIGH COUNCIL FOR TOGOLESE ABROAD AND ORGANIZATION OF THE 2022 HCTE FORUM

Par GBENOUGA Sénamé Mèvodé, Coordinateur Adjoint du Guichet Diaspora
By GBENOUGA Sénamé Mèvodé, Deputy Coordinator of the Diaspora Unique Desk

La sixième région d'Afrique, la diaspora africaine reste un acteur majeur dans la promotion du développement socio-économique du continent. Sa capacité à être un véritable catalyseur du développement n'est plus à prouver. Ainsi la proactivité du gouvernement togolais, sous l'impulsion du Président de la République, son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, sur cette question s'est matérialisée par la création d'un environnement suffisamment incitatif à l'investissement. Cet élan s'est poursuivi avec prégnance à travers plusieurs autres initiatives entreprises tant sur le plan institutionnel, juridique que stratégique afin d'encourager les compatriotes de l'extérieur à s'approprier les déterminants de la vision du gouvernement sur l'apport de sa diaspora à la croissance économique du pays. Au nombre de ces initiatives, la mise en place, en 2019 du Haut Conseil des Togolais de l'extérieur (HCTE). L'institutionnalisation de cette entité s'est poursuivie par l'installation des délégués-pays (DP) élus pour exercer la première mandature expérimentale, exercice 2019-2022. Le mandat des DP étant arrivé à expiration, les autorités togolaises, ont décidé de consolider cette initiative afin de poursuivre ce rêve d'inclusion et de rassemblement

The sixth region of Africa, the African Diaspora remains a major player in promoting the socio-economic development of the continent. Its ability to be a real catalyst for development no longer needs to be proven. Thus the proactive activity of the Togolese government, under the leadership of the President of the Republic, His Excellency Faure Essozimna GNASSINGBE, on this issue has materialized through the creation of an environment that is sufficiently attractive to investment. This momentum continued with significance through several other initiatives undertaken at the institutional, legal and strategic levels in order to encourage compatriots abroad to appropriate the determinants of the Government's vision on the contribution of its diaspora to the economic growth of the country. Among these initiatives, the establishment in 2019 of the High Council of Togolese Abroad (HCTE). The institutionalization of this entity continued with the installation of country delegates (DP) elected to exercise the first experimental mandate, fiscal year 2019-2022. The mandate of the DPs having expired, the Togolese authorities have decided to consolidate this initiative in order to pursue this dream of inclusion and bringing together Togolese abroad, through the renewal of the members of the HCTE.

ACTUALITÉS

des Togolais de l'extérieur, à travers le renouvellement des membres du HCTE.

Cette démarche inscrite dans un processus électoral rigoureux bien défini, s'est achevée par le Forum HCHE 2022 qui consacre l'installation officielle des délégués pays.

PROCESSUS DE RENOUVELLEMENT DES MEMBRES DU HAUT CONSEIL DES TOGOLAIS DE L'EXTERIEUR

Conformément aux textes créant le HCTE, le ministre des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des Togolais de l'extérieur, Son Excellence Professeur Robert DUSSEY, a procédé, le 18 juillet 2022, au lancement du processus électoral, devant conduire à la désignation des délégués pays du HCTE pour la 2ème mandature, exercice 2022-2025. Dans ce cadre, par arrêté N°036/MAEIRTE/SG du 08 juillet 2022, une Commission électorale indépendante du HCTE (CEI-HCTE) composée de quatre (4) membres et conduite par monsieur Victor WOMITSO, ancien fonctionnaire du Programme des Nations Unies pour le Développement, a été mise en place en vue de mener à bien le processus électoral.

Depuis sa mise en place, la CEI-HCTE s'est activée à prendre les dispositions qui s'imposaient afin de réaliser les activités inscrites au chronogramme du processus électoral, notamment la révision de la liste électorale, l'appel et l'évaluation des candidatures, la publication des listes des candidats, la campagne électorale, le vote par voie électronique et la publication des résultats.

L'adhésion massive des Togolais de l'extérieur à la vision du gouvernement qui compte capitaliser la puissance et le potentiel que représentent toutes ces compétences éparpillées dans le monde, s'est matérialisé par le soutien apporté au processus électoral à toutes les étapes. L'engouement qu'a suscité l'inscription sur la liste électorale, avec plus de 157188 inscrits, est d'ailleurs assez évocateur.

Après un travail de fond ayant consacré l'inscription des Togolais sur la liste électorale et suite à la publication de la liste générale des candidats aux postes de délégués pays du HCTE pour le mandat 2022-2025, la campagne électorale, lancée par le président de la CEI-HCTE, s'est déroulée du 24 août au 23 septembre 2022, dans une ambiance de convivialité et de fair-play. Le caractère paisible de cette campagne vient confirmer

This approach, part of a well-defined rigorous electoral process, ended with the HCHE 2022 Forum, which consecrates the official installation of country delegates.

RENEWAL PROCESS FOR MEMBERS OF THE HIGH COUNCIL FOR TOGOLESE ABROAD

In accordance with the texts creating the HCTE, the Minister of Foreign Affairs, Regional Integration and Togolese Abroad, His Excellency Professor Robert DUSSEY, proceeded, on July 18, 2022, to the launch of the electoral process, which should lead to the appointment of HCTE country delegates for the 2nd term, financial year 2022-2025. In this context, by Order No. 036/MAEIRTE/SG of July 08, 2022, an Independent Electoral Commission of the HCTE (CEI-HCTE) composed of four (4) members and led by Mr. Victor WOMITSO, former official of the United Nations Program for Development, was put in place to carry out the electoral process.

Since its establishment, the CEI-HCTE has been active in taking the necessary measures to carry out the activities included in the timetable of the electoral process, in particular the revision of the electoral list, the call and the evaluation of candidacies, the publication of lists of candidates, the electoral campaign, electronic voting and the publication of results.

The massive adherence of Togolese abroad to the government's vision, which intends to capitalize on the power and potential represented by all these skills scattered around the world, has materialized through the support given to the electoral process at all stages. The enthusiasm aroused by registration on the electoral list, with more than 157,188 registered, is also quite evocative.

After substantive work having devoted the registration of Togolese on the electoral list and following the publication of the general list of candidates for the positions of HCTE country delegates for the 2022-2025 term, the electoral campaign, launched by the President of the CEI-HCTE, took place from August 24 to September 23, 2022, in an atmosphere of conviviality and fair play. The peaceful nature of this campaign confirms how much the union of the members of the diaspora, around the cardinal values which preside over our desire to live together, remains decisive in national construction and in the emancipation of our common city.

The ballot, entirely online, took place from September 24 to October 3, 2022, in serenity as well as respect for the secret

combien l'union des membres de la diaspora, autour des valeurs cardinales qui président à notre volonté de vivre ensemble reste déterminant dans la construction nationale et dans l'émancipation de notre cité commune.

Le scrutin, entièrement en ligne, s'est déroulé du 24 septembre au 3 octobre 2022, dans la sérénité et le respect du caractère secret et personnel du vote, avec la participation de 144659 électeurs sur un nombre total de 157188 inscrits, soit un taux de participation de 92,03%. Chacun à la place qui était la sienne a concouru à ce que cette deuxième consultation se déroule, comme la première, dans les conditions matérielles et d'organisation les meilleurs possibles, à la hauteur de son importance. La posture fédératrice et positive qu'ont adopté les Togolais de l'extérieur durant tout le processus électoral démontre leur attachement à la transparence, à l'équité et à la crédibilité du scrutin et leur adhésion à l'interpellation de l'hymne nationale : « Togolais viens, bâtissons la cité ».

Pour cette deuxième mandature (2022-2025), 121 candidatures ont été enregistrées dans les 5 régions du monde pour 48 postes de délégués pays ouverts à savoir : 22 pour la zone Afrique, 14 pour la zone Europe, 5 pour la zone Amérique-Caraïbes et 7 pour la zone Asie-Océanie.

Suite aux élections et après le dépouillement dans des conditions de transparence appréciables, la CEI-HCTE, a procédé le mercredi 12 octobre 2022, au cours d'une cérémonie officielle qui s'est déroulée sous un format hybride, à la proclamation des résultats ayant consacré l'élection des 48 nouveaux délégués-pays du HCTE.

LE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES NOUVEAUX ELUS A L'OCCASION DU FORUM HCTE 2022

A l'issue du renouvellement des membres du HCTE, il a été organisé, les 22 et 23 novembre 2022, un forum intitulé : « Forum HCTE 2022 », en vue de renforcer les capacités des 48 délégués pays élus et de procéder à leur installation officielle dans leurs nouvelles fonctions.

Les principaux objectifs dudit Forum étaient les suivants :

- inscrire l'événement dans un cycle d'activités et de formation visant à assurer le renforcement des capacités des délégués pays ;

and personal nature of the vote, with the participation of 144,659 voters out of a total number of 157,188 registered, i.e. a participation rate of 92.03%. Everyone in their place contributed to ensuring that this second consultation took place, like the first, in the best possible material and organizational conditions, commensurate with its importance. The unifying and positive posture adopted by Togolese abroad throughout the electoral process demonstrates their attachment to the transparency, fairness and credibility of the ballot and their support for the interpellation of the national anthem: «Togolese come, let's build the city».

For this second term (2022-2025), 121 applications have been registered in the 5 regions of the world for 48 open country delegate positions, namely: 22 for the Africa zone, 14 for the Europe zone, 5 for the Americas-Caribbean zone and 7 for the Asia-Oceania zone.

Following the elections and after the counting in appreciable conditions of transparency, the CEI-HCTE, proceeded on Wednesday October 12, 2022, during an official ceremony which took place in a hybrid format, to the proclamation of the results having consecrated the election of the 48 new country delegates of the HCTE.

CAPACITY BUILDING OF NEW ELUSA AT THE 2022 HCTE FORUM

Following the renewal of the members of the HCTE, a forum was organized on November 22 and 23, 2022 entitled: «HCTE Forum 2022», with a view to strengthening the capacities of the 48 elected country delegates and to proceed with their official installation in their new role.

The main objectives of the said Forum were as follows:

- *include the event in a cycle of activities and training aimed at ensuring capacity building for country delegates;*
- *invest the country delegates through their official installation;*
- *train country delegates on their roles, missions and terms of reference, as well as on the nature of their collaboration with diplomatic missions;*
- *equip the DPs on their involvement in the implementation of the flagship projects of the Roadmap for Togolese Abroad;*
- *present the main projects of the Togo 2025 government roadmap*
- *make the event a unique space for exchanges, in order to make Togolese abroad one of the strategic partners of*

ACTUALITÉS

- investir les délégués pays par le biais de leur installation officielle ;
- former les délégués pays sur leurs rôles, missions et cahier de charges, ainsi que sur la nature de leur collaboration avec les missions diplomatiques ;
- outiller les DP sur leur implication dans la réalisation des projets-phares de la Feuille de route des Togolais de l'extérieur ;
- présenter les principaux projets de la feuille de route gouvernementale Togo 2025
- faire de l'évènement, un espace inédit d'échanges, afin de faire des Togolais de l'extérieur, un des partenaires stratégiques des programmes visant à concrétiser les objectifs de développement durable (ODD) au Togo ;
- mettre en place le bureau du HCTE.

La formation des nouveaux membres élus, s'est organisée autour de plusieurs thématiques, à savoir : la communication sur les rôles, les attributions et le statut des délégué-Pays, la communication sur les relations entre les délégués-pays et les missions diplomatiques et consulaires, la présentation et l'adoption du règlement Intérieur du HCTE et de la feuille de route du HCTE et du cadre de travail du délégué-pays et la présentation des projets pour la période 2022-2025 (feuille de route gouvernementale Togo 2025, plan d'action pour la diaspora 2022-2025).

Il s'agissait en somme d'amener les participants à mieux cerner leurs nouvelles attributions avec les exigences des besoins aussi bien de l'Etat togolais que de la diaspora togolaise tout entière. De même, la connaissance des rapports qui doivent exister entre les délégués pays et les missions diplomatiques s'avèrent très importante à connaître pour éviter des confusions étant entendu que les nouveaux élus ne devraient pas se substituer aux Représentants nommés du gouvernement togolais qui disposent des attributs régaliens. Les actions à court et à long terme en faveur de la diaspora qui s'insèrent dans la nouvelle feuille de route gouvernementale pour 2025 ont été également connues des délégués.

Ce forum organisé à l'intention des délégués procédait principalement de la nécessité que les activités des délégués soient en phase avec la vision du gouvernement sur la participation de la diaspora au développement socio-économique du pays.

INSTALLATION OFFICIELLE DES DELEGUES PAYS DU HCTE

La seconde journée du Forum HCTE 2022 a été essentiellement consacrée à l'installation officielle des délégués-pays élus et à

programs aimed at achieving the Sustainable Development Goals (SDGs) in Togo;

- *set up the office of the HCTE.*

The training of newly elected members was organized around several themes, namely: communication on the roles, attributions and status of country delegates, communication on relations between country delegates and diplomatic missions and consular services, the presentation and adoption of the HCTE Internal Regulations and the HCTE roadmap and the working framework of the country delegate and the presentation of projects for the period 2022-2025 (Togo 2025 government roadmap, plan Diaspora Action Plan 2022-2025).

In short, it was a matter of bringing the participants to better understand their new attributions with the requirements of the needs of both the Togolese State and the entire Togolese diaspora. Similarly, knowledge of the relationships that must exist between the country delegates and the diplomatic missions proved to be very important to know in order to avoid confusion, it being understood that the newly elected representatives should not replace the appointed Representatives of the Togolese government who have the prerogatives. The short and long-term actions in favor of the diaspora that fit into the new government roadmap for 2025 were also known to the delegates.

This forum organized for the delegates stemmed mainly from the need for the activities of the delegates to be in line with the government's vision on the participation of the diaspora in the socio-economic development of the country.

OFFICIAL INSTALLATION OF HCTE COUNTRY DELEGATES

The second day of the 2022 HCTE Forum was mainly devoted to the official installation of the elected country delegates and the presentation of the new HCTE office, during a gala evening organized for them.

The Minister of Foreign Affairs, Regional Integration and Togolese Abroad, H.E. Professor Robert DUSSEY, in his speech for the occasion, welcomed the commitment of the outgoing country delegates who have particularly distinguished themselves as true promoters of the cultural identity and brand image of Togo through bold initiatives. He took this opportunity to indicate that innovations induced by the realities on the ground had been made to the initial system in order to improve it and strengthen its effectiveness. Thus, the number of country delegates, which has increased from 77 to 48, is justified by the concern of the Togolese government to have a tighter group to facilitate interactions and decision-making.

The Minister also avails itself of this opportunity to reassure the

la présentation du nouveau bureau du HCTE, à l'occasion d'une soirée de gala organisée à leur intention.

Le ministre des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des Togolais de l'extérieur, S.E. Professeur Robert DUSSEY a, dans son allocution de circonstance, salué l'engagement des délégués pays sortants qui se sont particulièrement illustrés comme de véritables promoteurs de l'identité culturelle et de l'image de marque du Togo à travers des initiatives audacieuses. Il a saisi cette occasion pour indiquer que des innovations induites par les réalités de terrain ont été apportées au dispositif initial afin de l'améliorer et de renforcer son efficacité. Ainsi, le nombre des délégués-pays qui est passé de 77 à 48 se justifie par le souci du gouvernement togolais de disposer d'un groupe plus resserré pour faciliter les interactions et les prises de décisions.

Le ministre a, par ailleurs, saisi cette occasion pour rassurer les délégués-pays de la disponibilité de l'Etat à les accompagner en toutes circonstances dans les défis que ces derniers auront à relever et, surtout, pour faire aboutir les projets qu'ils proposeront en lien avec les projets-phares de la feuille de route des Togolais de l'extérieur et les projets principaux de la feuille de route gouvernementale Togo 2025.

Il convient de rappeler qu'en prélude à l'installation des délégués pays par le ministre des affaires étrangères, le Représentant Résident du système des Nations Unies au Togo (SNU), par intérim, monsieur Aliou DIA a, dans son allocution, mis notamment l'accent sur la contribution des Togolais de l'extérieur au développement socio-économique du Togo, en raison de l'augmentation sans cesse croissante de leurs envois de fonds vers le pays. Il a également salué l'engagement fort affirmé du gouvernement à l'endroit des Togolais en général et ceux de la diaspora, en particulier, à travers les innombrables initiatives entreprises ces dernières années dans le domaine social. En citant l'ancien Président américain John F. Kennedy, qui lors de son discours inaugural prononcé le 20 janvier 1961 disait en ces termes : « ne demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous. Demandez ce que vous pouvez faire pour votre pays », monsieur DIA a invité les délégués-pays élus à un sursaut patriotique et à œuvrer davantage au profit du redressement national auquel ils sont appelés.

A l'occasion d'un diner offert par, le ministre des affaires étrangères, S.E. Professeur Robert Dussey et à la suite de plusieurs consultations ayant abouti à un consensus autour de certains délégués pays, un bureau du HCTE a été mis en place afin de mieux coordonner les activités des nouveaux représentants de la diaspora.

country delegates of the availability of the State to accompany them in all circumstances in the challenges that they will have to meet and, above all, to bring to fruition the projects that they will propose in connection with the flagship projects of the roadmap for Togolese abroad and the main projects of the Togo2025 government roadmap.

It should be recalled that as a prelude to the installation of the country delegates by the Minister of Foreign Affairs, the Resident Representative of the United Nations system in Togo (UNS), acting, Mr. Aliou DIA, in his speech, notably emphasis on the contribution of Togolese abroad to the socio-economic development of Togo, due to the ever-increasing increase in their remittances to the country. He also welcomed the strong commitment of the government to Togolese in general and those of the diaspora, in particular, through the countless initiatives undertaken in recent years in the social field. Quoting former US President John F. Kennedy, who in his inaugural speech on January 20, 1961 said in these terms: "Ask not what your country can do for you. Ask what you can do for your country", Mr. DIA invited the elected country delegates to a patriotic leap and to work more for the benefit of the national recovery to which they are called.

On the occasion of a dinner, the Minister of Foreign Affairs, H.E. Professor Robert Dussey and following several consultations which led to a consensus around certain country delegates, an office of the HCTE was set up in order to better coordinate the activities of the new representatives of the diaspora.

Thus, the office of the HCTE for the term of office 2022-2025 is composed as follows:

- Chairman: Mr. ATITSO Kodjovi, Country Delegate of Côte d'Ivoire;*
- vice-president for the Africa zone: Mr. ABIYI Abalo, country delegate for the constituency of the Democratic Republic of Congo (DRC, Republic of Congo, Angola);*
- Vice-president Europe zone: Ms. MESSAN Afi Zita, France country delegate;*
- vice-president of the Americas and Caribbean zone: Mr. TINDAME Magla, country delegate for Canada;*
- Asia-Oceania zone vice-president: Mr. KASSALOUWA Ba Nyokem Rodolphe, India country delegate.*


It is clear that the proactivity of the Togolese Government in developing policies aimed at better organizing its diaspora is obvious, given the many initiatives undertaken in its favor. The establishment of the HCTE in 2019 demonstrates this desire to synergize all the energies of Togolese nationals, regardless of their place of residence, in the country's development process. The operationalization of this entity, through the election of country delegates and their official installation marks an

ACTUALITÉS


Ainsi, le bureau du HCTE pour la mandature 2022-2025 se compose comme suit :

- président : monsieur ATITSO Kodjovi, délégué-pays de la Côte d'Ivoire ;
- vice-président zone Afrique : monsieur ABIYI Abalo, délégué pays de la circonscription de la République démocratique du Congo (RDC, République du Congo, Angola) ;
- vice-présidente zone Europe : madame MESSAN Afi Zita, déléguée-pays France ;
- vice-président zone Amérique Caraïbes : monsieur TINDAME Magla, délégué pays Canada ;
- vice-président zone Asie-Océanie : monsieur KASSALOUWA Ba Nyokem Rodolphe, délégué-pays Inde.

Il est loisible de constater que la proactivité du gouvernement togolais dans l'élaboration des politiques visant une meilleure organisation de sa diaspora est une évidence, au regard des multiples initiatives entreprises en sa faveur. La mise en place du HCTE en 2019 témoigne de cette volonté de mettre en synergie toutes les énergies des ressortissants du Togo, quel que soit leur lieu de résidence, dans le processus de développement du pays. L'opérationnalisation de cette entité, à travers l'élection des délégués-pays et leur installation officielle marque une étape importante dans le processus de la mise en œuvre de la feuille de route gouvernementale Togo 2025 et du plan d'action pour la diaspora pour la période 2022-2025, en ce qui concerne l'organisation des Togolais de l'extérieur.

Au regard de la vision des plus hautes autorités togolaises et des enjeux de développement ayant présidé au renforcement du cadre normatif et institutionnel visant la gestion de la diaspora togolaise, il s'avère important que toutes les filles et tous les fils du Togo se joignent à ce renouveau pour des résultats plus probants, dans l'intérêt du peuple. Il reste fort à espérer que les mots assez évocateurs du Chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, dans son discours inaugural du Plan National de Développement le 04 mars 2019 : « Nous avons tous une note à jouer dans la partition qui célèbre les mérites de notre pays. Si l'une d'entre elles vient à manquer, la mélodie s'en ressentira forcément. », continue de résonner dans l'âme de chaque togolais, pour une prise de conscience effective de la nécessité de l'émergence de notre nation, à travers des efforts concertés sur l'immense chantier du développement. 

important step in the process of implementing the Togo 2025 government roadmap and the action plan for the diaspora to the period 2022-2025, with regard to the organization of Togolese abroad.

In view of the vision of the highest Togolese authorities and the development issues that presided over the strengthening of the normative and institutional framework for the management of the Togolese diaspora, it is important that all the girls and sons of Togo join this revival for more convincing results, in the well-understood interest of the people. It remains to be hoped that the rather evocative words of the Head of State, His Excellency Faure Essozimna GNASSINGBE, in his inaugural speech of the National Development Plan on March 4, 2019: «We all have a note to play in the score which celebrates the merits of our country. If one of them is missing, the melody will necessarily suffer. », continues to resonate in the soul of every Togolese, for an effective awareness of the need for the emergence of our nation, through concerted efforts on the immense construction site of development. 

REDUCTION DES COUTS DE TRANSFERT DES FONDS DE LA DIASPORA AFRICAINE, « FORUM DE RABAT » : ANNONCE DU 9ÈME CONGRES PANAFRICAIN PREVU A LOME EN 2024

REDUCTION OF REMITTANCE COSTS OF THE AFRICAN DIASPORA FUNDS, «RABAT FORUM»: ANNOUNCEMENT OF THE 9TH PAN AFRICAN CONGRESS SCHEDULED TO TAKE PLACE IN LOME IN 2024

Par M. Safiou RADJI, Coordonnateur du Guichet Diaspora
By Mr. Safiou RADJI, Coordinator of the Diaspora Window

Organisé dans le cadre de la « Décennie des racines africaines et de la diaspora africaine », le forum sur la réduction des coûts de transferts des fonds de la diaspora tenu le 12 janvier 2023 à Rabat a été co-présidé par S.E. Prof Robert DUSSEY, ministre des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des Togolais de l'extérieur et S.E.M. Nasser BOURITA, ministre des affaires étrangères, de la coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger. En plus des Etats membres du Haut Comité de la Décennie (par ordre alphabétique : Algérie, Afrique du Sud, Angola, Gambie, Ghana, Maroc, Namibie, Tanzanie, Tunisie et Togo), des institutions économiques et financières africaines et mondiales ont été associées à la rencontre dédiée à la question stratégique de la baisse attendue des frais de transferts des fonds de la diaspora vers le continent.

Le « forum de Rabat » devait mener une réflexion d'ensemble, en particulier, sur les leviers et mesures à mêmes de soutenir la dynamique des flux de transferts de fonds de la diaspora africaine estimés à près de 100 Milliards de dollars en 2022, tout en accélérant les efforts de réduction des coûts y associés pour s'aligner sur l'Objectif 10 des Objectifs de Développement Durable (ODD) fixant le coût des transferts à 3% l'horizon 2030 (le coût moyen actuel est compris entre 6% et 8% en Afrique contre la moitié en Asie) et le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières réaffirmant l'importance des transferts de fonds des migrants et recommandant de ce fait aux Etats, à travers son objectif 20, de « rendre les envois de fonds plus rapides, plus sûrs et moins coûteux de manière à favoriser l'inclusion financière des migrants ».

The forum on cost reduction of remittances from the diaspora held on 12th January 2023 in Rabat was organized within the framework of the «Decade of African Roots and the Diaspora». The Forum was co-chaired by H.E. Prof Robert DUSSEY, Minister of Foreign Affairs, Regional Integration and Togolese Abroad and HE Mr. Nasser BOURITA, Minister of Foreign Affairs, African Cooperation and Moroccans Living Abroad. In addition to the Member States of the High Committee of the Decade (in alphabetical order: Algeria, South Africa, Angola, Gambia, Ghana, Morocco, Namibia, Tanzania, Tunisia and Togo), African and global economic and financial institutions have been invited to this forum dedicated to address this strategic issue with the expectation to see a cost drop in transferring funds from the diaspora to the continent.

The rationale behind the "Rabat Forum" was to conduct an overall reflection, in particular, on the levers and measures to support the dynamics of remittance flows of the African Diaspora estimated at nearly 100 Billion dollars in 2022, while accelerating the efforts to have a cost reduction in order to attain Goal 10 of the Sustainable Development Goals (SDGs) that set the cost of transfers at 3% by 2030, (the current average cost is between 6% and 8% in Africa while half of this is obtained in Asia). The Global Compact for safe, orderly and regular migration, reaffirming the importance of remittances for migrants and thus recommending to States, through its objective 20, to "to make remittances faster, safer and less costly so as to promote the financial inclusion of migrants."



A l'occasion du forum, le Professeur DUSSEY, Président du Haut Comité de la Décennie, a souligné le caractère pertinent des thématiques ainsi abordées, en rapport avec la question de la réduction des coûts de transferts de fonds et a souhaité que les travaux aboutissent à des conclusions et recommandations pouvant contribuer à des résultats à court et moyen termes, avec la contribution de l'Institut Africain pour les Transferts de fonds, l'Observatoire Africain de Migrations.

Il a ensuite exhorté l'ensemble des Etats à démultiplier les initiatives notamment en termes de communication et d'appel à projets digitaux innovants (fintech ...) visant à réduire sensiblement les coûts des transferts financiers et d'autres transactions de la diaspora africaine et des afrodescendants au service du développement de l'Afrique.

Enfin, profitant de la tribune du forum, le Ministre DUSSEY a annoncé, au nom de S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE, Président de la République Togolaise, l'initiative du Togo d'organiser en 2024 le 9^{ème} Congrès Panafricain de Lomé, avec pour thème : « renouveau du panafricanisme et place de l'Afrique dans la réforme des institutions : mobiliser les ressources et se réinventer pour agir ». Ainsi, Lomé « Capitale de la Paix, de la Médiation, du Dialogue, et de la Tolérance », accueillera ce 9^{ème} congrès panafricain qui sera une occasion privilégiée pour les Africains vivant sur le continent et hors de celui-ci (la diaspora et les afrodescendants) de s'interroger notamment sur la question de leur devenir humain, politique, culturel, social et sociétal, dans un monde de plus en plus instable, en panne de responsabilité collective et de gouvernance concertée impliquant l'Afrique. Les pays africains devront inventer une forme d'association humaine, une organisation politique et de nouvelles visions afin de définir ce qu'ils veulent et peuvent pour eux-mêmes et par eux-mêmes, aux côtés d'autres acteurs majeurs de l'économie mondiale et de la scène politique internationale.

Durant le forum, les sessions ont porté sur trois thématiques : réduction de coûts de transferts des fonds et contribution de la diaspora africaine au développement et à l'atténuation de la pauvreté en Afrique à travers les transferts de fonds (i), perspective des transferts de fonds de la diaspora africaine

Professor DUSSEY, Chairman of the High Committee of the Decade, underlined the relevance of the topics discussed, in connection with the question of reducing the costs of transfers of funds and hoped that the work of the Forum would lead to conclusions and recommendations which, with the contribution of the African Institute for Remittances, the African Migration Observatory could eventually yield short and medium term results, ».

He then urged all Countries to scale up initiatives, particularly in terms of communication and innovative digital projects (fintech, etc.), so as to reduce significantly the costs of financial transfers and other transactions of the African Diaspora and Afro-descendants in the service of Africa's development.

Finally, taking advantage of the forum's platform, Minister DUSSEY announced, on behalf of H.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE, President of the Republic of Togo, Togo's initiative to organize the 9th Pan-African Congress of Lomé in 2024, with the theme: "Renewal of Pan-Africanism and Africa's place in institutional reform: mobilizing resources and reinventing oneself to act." Thus Lomé, "Capital of Peace, Mediation, Dialogue and Tolerance", will host this 9th Pan-African Congress, which will be a privileged opportunity for Africans living on the continent and outside it (the diaspora and the Afro-descendants) to discuss in particular, the issues of their human, political, cultural, social and societal future, in an increasingly unstable world, lacking collective responsibility and concerted governance involving Africa. African countries will have to invent a form of human association, a political organization and new visions in order to define what they want and what they can do for themselves and by themselves, alongside other major players in the global economy and on the international political scene.

The forum focused during its sessions on three themes: (i) reducing the costs of remittances and the contribution of the African diaspora to the development and alleviation of poverty in Africa through remittances, (ii) perspective of remittances from the African diaspora through the regulatory and operational framework and (iii) digitalization of financial services and innovative mechanisms for reducing remittance costs.

à travers le cadre réglementaire et opérationnel (ii) et digitalisation des services financiers et mécanismes novateurs pour la réduction des coûts de transferts de fonds (iii).

Le forum a abouti à la « Déclaration de Rabat » qui est prévue pour être transmise à l'Union Africaine comme une véritable feuille de route permettant d'obtenir la réduction effective des coûts des transferts de fonds de la diaspora.

Plusieurs recommandations ont été formulées.

1. AU TITRE DE LA CONTRIBUTION DE LA DIASPORA AFRICAINE AU DÉVELOPPEMENT ET À L'ATTÉNUATION DE LA PAUVRETÉ EN AFRIQUE À TRAVERS DES TRANSFERTS DE FONDS, IL S'AGIT ENTRE AUTRES :

- **MENER** une action d'envergure de nos pays auprès de l'Union Européenne pour alerter sur le durcissement des conditions d'exercice de l'activité d'intermédiation de nos banques en Europe auprès de nos diasporas et œuvrer à préserver les acquis et à maintenir les liens avec la mère patrie ;
- **RENFORCER** l'éducation et compétences financières pour promouvoir les opportunités d'investissement dans les pays d'origine ;
- **MAINTENIR** un contact étroit et de proximité avec les différentes générations de migrants et de favoriser leur bi-bancarisation ;
- **ENCOURAGER** les Etats africains à établir des plans stratégiques nationaux sur les transferts d'argent dans les pays de réception en vue de mettre en exergue les champs prioritaires pour l'amélioration de la formalisation des transferts ; et

2. S'AGISSANT DES PERSPECTIVES DES TRANSFERTS DE FONDS DE LA DIASPORA AFRICAINE ET LEUR CADRE RÉGLEMENTAIRE ET OPÉRATIONNEL, ON PEUT RELEVÉR LES SUIVANTES :

- **CHANGER** de paradigme en considérant nos diasporas comme un véritable atout et une composante majeure de nos politiques publiques les amenant ainsi à contribuer

The forum resulted in the “Declaration of Rabat” that shall be transmitted to the African Union as a real roadmap for obtaining an effective reduction in the cost of remittances from the diaspora.

Several recommendations were made.

1. RELATING TO THE AFRICAN DIASPORA'S CONTRIBUTION TO DEVELOPMENT AND POVERTY ALLEVIATION IN AFRICA THROUGH REMITTANCES, THESE INCLUDES:

- **OUR COUNTRIES SHOULD CARRY OUT** wide-ranging action with the European Union to alert on the tightening of the conditions of the activity of intermediation of our banks in Europe with our diasporas and to work to preserve the acquired achievements and to maintain the ties with the mother country ;
- **STRENGTHEN** financial education and skills to promote investment opportunities in countries of origin;
- **MAINTAIN** close and close contact with the different generations of migrants and promote their dual banking;
- **ENCOURAGE** African States to establish national strategic plans on money transfers in receiving countries in order to highlight priority areas for improving the formalization of transfers; And

2. REGARDING THE PROSPECTS OF REMITTANCES FROM THE AFRICAN DIASPORA AND THEIR REGULATORY AND OPERATIONAL FRAMEWORK, THE FOLLOWING CAN BE NOTED:



Photo de famille / family photo

ACTUALITÉS

au renforcement des capacités de nos compatriotes et au rayonnement de notre pays ;

- **METTRE EN PLACE** des mesures d'incitation fiscales en faveur des acteurs publics et privés afin de proposer aux populations peu et mal desservies davantage de services et produits financiers relatifs aux transferts de fonds ;
- **RENFORCER** la transparence du marché en fournissant aux utilisateurs finaux des informations pratiques actualisées, notamment sur les coûts, les produits et services de transfert d'argent, les nouveaux points d'accès et canaux, ainsi que les informations et formalités requises ;
- **ASSOULIR** les modalités de commercialisation des services bancaires africains et élargir la gamme des services commercialisables pour permettre la réduction du coût des transferts d'argent et d'optimiser les transferts de fonds de la Diaspora africaine pour le financement des pays du Continent.

3. POUR CE QUI DES CONTRAINTES ET DÉFIS DE LA DIGITALISATION DES SERVICES FINANCIERS :

- **OPTIMISER** l'impact des transferts de fonds à travers l'inclusion financière et l'investissement de la Diaspora africaine ;
- **FAVORISER** le développement de la digitalisation des services financiers et à la création d'un écosystème large d'acceptation des paiements numériques ;
- **ENCOURAGER** les prestataires de services de transfert de fonds, dans les pays émetteurs et récepteurs, à mettre en œuvre des « business models » innovants et des technologies qui permettent de réduire les coûts de transfert afin d'atteindre l'objectif mondial qui a fixé à 3 % le coût de transaction moyen des transferts d'argent ;
- **ŒUVRER** au développement et à l'amélioration de la bancarisation et plus globalement à l'inclusion
- **METTRE EN PLACE** des mécanismes permettant à la Diaspora africaine d'investir directement ou par le biais d'instruments innovants dans des TPME de divers secteurs dans les économies africaines ;

S'agissant de la mise en œuvre de la Déclaration, le forum a demandé de prendre en considération l'importance de l'initiative togolaise soutenue par le Royaume du Maroc, d'organiser, à Lomé en 2024, le 9^{ème} Congrès Panafricain. ↘

- **CHANGE** paradigm by considering our Diasporas as a real asset and a major component of our public policies thus leading them to contribute to the capacity building of our compatriots and the influence of our country;
- **IMPLEMENT** tax incentives for public and private actors in order to offer to the less and underserved populations more financial services and products related to remittances;
- **ENHANCE** market transparency by providing end-users with up-to-date practical information, including costs, money transfer products and services, new access points and channels, and required information and formalities;
- **RELAX** the marketing modalities of African banking services and expand the range of marketable services to allow the reduction of the cost of money transfers and optimize the transfers of funds of the African Diaspora for the financing of the countries of the Continent.

3. IN TERMS OF THE CONSTRAINTS AND CHALLENGES OF DIGITALIZING FINANCIAL SERVICES

- **OPTIMIZE** the impact of remittances through financial inclusion and African Diaspora investment;
- **PROMOTE** the development of the digitization of financial services and the creation of a broad ecosystem for the acceptance of digital payments;
- **ENCOURAGE** remittance service providers, in sending and receiving countries, to implement innovative business models and technologies that reduce transfer costs in order to achieve the global objective that set 3% the average transaction cost of money transfers;
- **WORK** on the development and improvement of banking and more generally on inclusion
- **ESTABLISH** mechanisms for the African Diaspora to invest directly or through innovative instruments in SMEs in various sectors in African economies;

Regarding the implementation of the Declaration, the Forum asked to take into consideration the importance of the Togolese initiative supported by the Kingdom of Morocco, to organize the 9th Pan-African Congress in Lomé in 2024. ↘

DIPL^{OM}MAG

Le trimestriel des analyses et réflexions
de la diplomatie togolaise

*The quarterly magazine of analyses and
reflections of togolese diplomacy*





RÉPUBLIQUE TOGOLAISE



LOME
CAPITAL OF PEACE, MEDIATION
DIALOGUE AND TOLERANCE



9^e CONGRES PANAFRICAIN *Lomé 2024*

*Coorganisé, à Lomé en 2024, par la République Togolaise et l'Union Africaine,
conformément à la Décision Assembly/AU/Dec.22 (XXXVI - 36^{ème} Sommet de l'UA)*

*Ce congrès s'inscrivant dans le cadre de l'agenda de la Décennie des racines africaines
et de la diaspora africaine porte sur le thème:*

**"Renouveau du panafricanisme et rôle de l'Afrique dans la réforme des institutions
multilatérales : mobiliser les ressources et se réinventer pour agir".**

9TH PAN-AFRICAN CONGRESS *Lomé 2024*

*Co-organized, in Lomé in 2024, by the Togolese Republic and the African Union,
in accordance with Decision Assembly/AU/Dec.22 (XXXVI - 36th Summit of African Union)*

*This congress, which is part of the agenda of the Decade of African Roots and the African
Diaspora, focuses on the theme:*

**"Renewal of Pan-Africanism and Africa's Role in Reforming Multilateral Institutions:
Mobilizing Resources and Reinventing Ourselves to Act".**

Accès aux informations et inscription / Access to information and registration



panafrican-congress.com